



gerdal

« Prospective sur l'évolution des systèmes agricoles sur les territoires bretons en lien avec la reconquête de la qualité de l'eau - Etude des impacts de ces évolutions sur les revenus, les emplois directs et induits »

Démarche de prospective participative sur les bassins versants de la Haute Rance et du Couesnon

Volet sociologique

Rapport d'activités

Du 1er juin 2016 au 30 juin 2017

Agrocampus Ouest – UMR ESO :

Marion Diaz : marion.diaz@agrocampus-ouest.fr

François Guerrier : françois.guerrier@agrocampus-ouest.fr

Philippe Boudes : philippe.boudes@agrocampus-ouest.fr

GERDAL : Claire Ruault : c.ruault.gerdal@wanadoo.fr

Remarques préalables

Ce rapport d'activités de la deuxième année du projet « Prospective sur l'évolution des systèmes agricoles sur les territoires bretons en lien avec la reconquête de la qualité de l'eau » porte uniquement sur le volet sociologique du projet.

Il fait la synthèse des actions menées par l'équipe du GERDAL (Claire Ruault notamment) et d'Agrocampus Ouest (Marion Diaz, François Guerrier et Philippe Boudes) qui travaillent en étroite collaboration.

Il est organisé selon les axes présentés dans la demande de subvention¹, avec cependant des modifications qui ont été apportées au cours de la réalisation des travaux (modifications inhérentes à toute démarche de projet), à savoir :

- Animation et coordination scientifique du projet
- Tache 1 : Constitution du collectif et définition de la méthode et des étapes de travail
- Tache 2 bis : Etude préalable
- Tache 2 : Mise en place du dispositif de prospective sur les bassins versants
- Tache 3 : Formalisation des scénarios potentiels et lecture sociologique des processus
- Tache 8 : Capitalisation et valorisation

Les autres tâches présentées dans la réponse à l'appel à projet du CRESEB ne concernent pas cette équipe. Les tâches 1 et 2 bis ont été achevées lors de la première année du projet et ne sont donc pas traitées dans ce rapport².

Les annexes 2 et 3 présentent un récapitulatif des temps de travail par agent et par tâche.

Les travaux présentés prennent en compte la période du **1^{er} juin 2016 au 30 juin 2017 pour AGROCAMPUS OUEST et le GERDAL**. Sont aussi mentionnées des actions prévues au-delà de cette date concernant la valorisation des résultats du projet, ainsi qu'une prolongation des réflexions avec certains acteurs dans le cadre de nouveaux projets.

¹ Voir **annexe 1** : schéma de synthèse du projet initial « prospective sur l'évolution des systèmes agricoles sur les territoires bretons en lien avec la reconquête de la qualité de l'eau »

² Voir rapport d'activités année 1

Table des matières

Animation et coordination du projet.....	4
Prolongement du dispositif de prospective sur les bassins versants : étayer les scénarios (Tâche 2 et 3).....	5
Capitalisation et valorisation (tâche 8)	8
Annexe 1 : Rappel du schéma de synthèse du projet initial.....	11
Annexe 2 : Temps de travail engagé par Agrocampus Ouest (du 1er juin 2016 au 30 juin 2017).....	12
Annexe 3 : Temps de travail engagé par Claire Ruault (GERDAL).....	12
Annexe 4 : Exemple de compte-rendu de réunion n° 2 avec les agriculteurs	13
Annexe 5 : exemple de compte-rendu d'atelier méthodologique	16
Annexe 6 : Article de Doriane Dodin suite à son mémoire de fin d'étude	23
Annexe 7 : Panneaux présentés lors de la réunion sur la valorisation des produits (Fougères, 20 janvier 2017)	28
Annexe 8 : Articles de presse Terre d'Innovations	31
Annexe 9 : Plan détaillé provisoire du livret méthodologique	34
Annexe 10 : Exemple de compte-rendu à l'issue de l'étape 4 du dispositif « Toutes Différentes, Toutes intéressantes »	40
Annexe 11 : articles de presse sur la restitution des élèves dans le cadre du dispositif « Toutes Différentes, Toutes intéressantes ».....	45
Annexe 12 : Liste des actions de valorisation des résultats du projet.....	47
Annexe 13 : Liste des livrables (juin 2017).....	48

Animation et coordination du projet

La première année a permis d'élaborer le cadre méthodologique de la démarche entre sociologues, et avec les partenaires des bassins versants. Cette première année a également permis de mieux comprendre la démarche des économistes de l'UMR SMART et de se coordonner avec eux. Au cours de la deuxième année, la coordination a été notamment consacrée à la mise en œuvre du dispositif opérationnel sur les deux BV et aux échanges entre les deux équipes impliquées dans l'action (celle du BV du Couesnon et celle de la Haute Rance), ainsi qu'avec des partenaires mobilisés en fonction des problématiques issues des travaux de terrain, tels que IDELE.

Coordination sociologues et économistes

Concernant la coordination entre sociologues et économistes, Marc Nougier a participé à tous les ateliers méthodologiques afin de suivre l'avancée des réflexions dans les réunions avec les agriculteurs. Les équipes de sociologues et d'économistes se sont également réunies :

- *Le 16 septembre 2016 pour envisager les simulations économiques possibles sur les scénarios et articuler le travail des économistes avec le dispositif de travail (cf. relevé de décision de cette réunion)*
- *Le 17 mars 2017 : Marion Diaz a assisté à la présentation de la première simulation économique du scénario d'évolution vers des systèmes plus herbagers*

Coordination avec l'IDELE sur les simulations environnementales à partir du diagnostic CAP2ER sur le BV du Couesnon

Concernant le volet environnemental du projet, nous avons organisé une réunion avec des chercheurs en agronomie, zootechnie d'Agrocampus Ouest et de l'INRA SAD Paysage le 3 juin 2016. A la suite de cette rencontre, nous avons convenus qu'il était plus intéressant de travailler avec la recherche appliquée, et notamment avec l'IDELE ou la Chambre d'Agriculture pour la simulation environnementale des scénarios, dans la perspective d'utiliser les modélisations produites, dans la réflexion avec les agriculteurs. Sur le bassin versant du Couesnon, nous avons participé à la coordination avec les chercheurs de l'IDELE pour proposer une modélisation des conséquences environnementales des scénarios retenus (*cf. compte-rendu de la réunion du 14 février 2017 à laquelle Marion Diaz a participé*)

Comité de suivi régional du projet

Marion Diaz et Claire Ruault ont également participé à deux comités de suivi régionaux sur les démarches prospectives sur les changements de pratiques liées à la qualité de l'eau :

- Comité du 9 septembre 2017
- Comité du 24 mars 2017

Cela nous a permis d'échanger avec les porteurs de projet qui interviennent sur le BV du Blavet, ainsi qu'avec les financeurs du projet.

Intégration du projet InterEco : Echanges sur les démarches participatives en lien avec la qualité de l'eau

Philippe Boudes a travaillé avec Virginie Anquetil dans le cadre du projet INTERECO sur la mise en commun de différentes démarches participatives. Outre la journée de lancement du projet le 24 juin 2016, Virginie Anquetil a été invitée à assister aux réunions du 20 janvier 2017 à Fougères avec les agriculteurs, et du 24 mars 2017 à Rennes pour le bilan du projet avec les animateurs agricoles de BV.

Une réunion d'échange sur les démarches participatives a été organisée dans ce cadre le 18 mai 2017. A cette occasion, Marion Diaz et François Guerrier sont intervenus sur la prospective participative CRESEB et le projet Toutes Différentes Toutes intéressantes (cf. point sur la valorisation auprès des lycées).

Prolongement du dispositif de prospective sur les bassins versants : étayer les scénarios (Tâche 2 et 3)

Lors de la première année du projet, nous avons élaboré le dispositif de travail (cf. schéma ci-dessous) et l'avons mis en pratique sur 5 secteurs (définis à partir des résultats de la préétude): 2 secteurs sur la Haute-Rance et 3 secteurs sur le Couesnon. Sur ces secteurs, tous les agriculteurs ont été conviés lors de la première réunion. Il s'agissait de construire une problématique avec les agriculteurs à partir de leurs préoccupations et visions de l'avenir de leurs activités. Sur chacun des secteurs, la réunion a fait l'objet d'un compte-rendu envoyé à tous les agriculteurs du secteur.

Comment imagine-t-on le dispositif ?

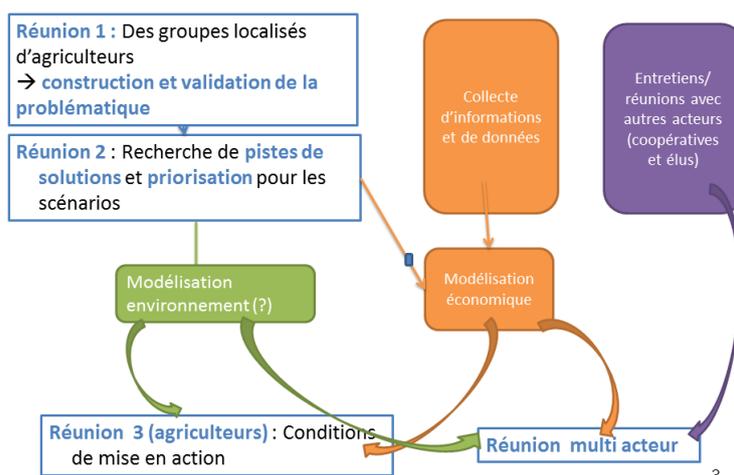


Figure 1 : Dispositif de travail

Organisation des réunions 2 et 3 sur les deux bassins Versants

Réunions 2 : Pour la 2^e réunion, nous avons à nouveau adressé les invitations à tous les agriculteurs du secteur, en joignant le compte-rendu de la première réunion. L'objectif était de choisir des problèmes à traiter et de préciser des pistes d'actions associées. Ces pistes d'actions pouvant ensuite être traitées :

- Dans une perspective de résolution de problèmes : comment mettre en œuvre concrètement l'action pour résoudre ce problème, qu'est-ce qu'il faut changer, etc.
- ou/et en scénario, c'est-à-dire une projection dans l'avenir (10-15 ans), à une échelle plus large (ici BV), en simulant des conséquences économiques et environnementales.

Cependant, la participation des agriculteurs a été modeste lors de ces réunions (cf. tableau ci-dessous). Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cela : Ces réunions ont été organisées entre le 7 et le 17 juin, à une période peu propice à la mobilisation des agriculteurs du fait notamment des travaux agricoles en journée, des matchs de l'EURO de football en soirée ou d'autres réunions syndicales sur le même secteur. D'autres hypothèses tenant plus à la dynamique socio-professionnelle locale peuvent être émises, notamment pour l'annulation de la réunion de Caulnes. Mais en aucun cas, un seul facteur isolé ne peut expliquer les difficultés de mobilisation. Ce point fait d'ailleurs l'objet d'un chapitre à part entière dans le livret méthodologique. Pour chacun des réunions un compte-rendu a été rédigé (cf. [annexe 4](#)).

Lieu	Date et heure	Equipe d'Animation / prise de notes	Nombre d'agriculteurs participants
Javené	14 juin à 20h30	MD, CR, AB, SLR, JL, DD, Aurélie Lajoye (AuL)	3
Bazouges la Pérouse	17 juin à 10h	MD, CR, JDR, SLR, DD, AuL	4
Argouges	7 juin à 10h	MD, CR, JDR, SLR, DD, VG, AuL	6

Caulnes	8 juin à 20h30	MD, CR, DD, FT	1 (annulée)
Saint Jacut du Mené	15 juin à 20h30	MD, CR, DD, AL	2

A la suite de ces réunions 2, une proposition de scénarios a été rédigée et transmise aux chercheurs de l'UMR SMART.

Réunions 3 :

L'objectif de cette 3^e réunion était d'approfondir la réflexion sur une piste de solution envisagée dans les deux premières réunions, en mobilisant des apports extérieurs au groupe : témoignage d'agriculteurs en train de changer, d'une part, interventions d'ingénieurs pour présenter des résultats d'essais en lien avec les pratiques évoquées, d'autre part. La mobilisation a été variable suivant les secteurs (cf. tableau ci-dessous). Cependant, les échanges ont été jugés intéressants et riches par les animateurs (hormis dans le cas de Bazouges la Pérouse) et ouvrant des perspectives de poursuite du travail (voir point sur les suites envisagées).

Lieu	Question	Date et heure	Equipe d'Animation / prise de notes	Nombre d'agriculteurs participants
Saint Jacut du Mené	Comment diminuer les charges et être le plus autonome possible pour maintenir le revenu ? Produire des aliments riches en protéines pour remplacer les compléments azotés, Simplifier le travail du sol, diminuer l'IFT	29 novembre 2016 10h	MD, FT	7
Javené	Comment améliorer le revenu en optimisant les charges ? Comment être plus autonome (diminuer les surfaces en maïs et augmenter la part de l'herbe, fabriquer l'aliment à la ferme)	15 décembre 2016, 14h	AB, MD	2
Montours Montanel	Comment maîtriser les charges sans augmenter le temps de travail ? (produire des protéines à la ferme, diminuer les surfaces en maïs, restructurer le parcellaire pour faciliter le pâturage...)	5 décembre 2016, 14h 12 janvier 2017	VG, CR, SLR MD, JDR, SLR	7 5
Fougères	Comment mieux valoriser les produits issus de l'élevage du territoire ?	20 janvier 2017, 14h	MD, CR, SLR, SDV, JDR, VG	14
Bazouges la Pérouse	Pour maintenir le revenu, sans augmenter le temps de travail, peut-on encore baisser les charges ? Y voir plus clair sur différentes options.	10 mars 2017, 10h	JDR, CR, SLR	1

Suite envisagée :

Une réunion multi-acteurs sera envisagée à la discrétion des coordinateurs de BV à l'automne pour présenter les résultats des simulations économiques et environnementales aux acteurs locaux.

La réflexion sur le lien entre changement de pratiques en faveur de la qualité de l'eau et valorisation des produits, qui a fait l'objet d'une présentation et discussion d'initiatives remarquables en mars 2017, est amenée à se poursuivre. Au-delà des agriculteurs, elle suscite l'intérêt des élus du Pays de Fougères.

Mise en place et suivi de la démarche de recherche-action : les Ateliers méthodo pour suivre et évaluer le projet

Dans le prolongement de la première année, 3 ateliers méthodologiques ont été organisés, réunissant l'ensemble des animateurs des deux bassins-versant et les chercheurs :

- L'atelier n° 3 du 5 juillet 2017 portait sur la préparation de la réunion n° 3
- L'atelier n° 4 du 29 septembre 2016 portait sur la finalisation de la préparation de la réunion 3 et sur l'étayage des scénarios

- L'atelier n° 5 du 3 mars 2017 portait sur le bilan de la réunion 3 et du projet de prospective participative.

Ces ateliers ont permis, de suivre collectivement la mise en œuvre sur le terrain de la démarche de recherche-action, de partager les résultats et les éventuelles difficultés rencontrées et d'élaborer des propositions au fil de l'action. Le contenu très riche de ces échanges constitue une des bases des enseignements méthodologiques qui peuvent être tirés de ces travaux (cf. livrable méthodologique en cours de rédaction). Pour chacun des ateliers un compte rendu a été rédigé (cf. [exemple en annexe 5](#)) . .

Analyse des mutations en cours dans l'élevage sur les deux bassins versants

Stage de Doriane Dodin

La deuxième année du projet de prospective participative a également été marquée par la fin du stage de Doriane Dodin intitulé : « avenir de l'agriculture sur deux bassins-versants dans un contexte de crise de l'élevage : points de vue des agriculteurs et des élus ». Ce stage avait notamment pour objectif d'approfondir l'analyse des réunions avec les agriculteurs pour mieux comprendre les conditions du changement, et d'identifier les actions qui pouvaient être menées sur les deux bassins-versants avec l'appui des élus locaux. Il a donné lieu à la rédaction d'un mémoire soutenu le 14 octobre 2016 à l'ESA d'Angers, et présenté aux animateurs de BV lors de l'atelier méthodologique du 29 septembre 2016, ainsi qu'à un article centré sur l'évolution de la place de l'herbe dans les systèmes laitiers (cf. [annexe 6](#)).

Analyse des évolutions dans les exploitations, dans les dynamiques socio-professionnelles et conséquences sur les actions de développement

Claire Ruault et Marion Diaz ont poursuivi l'analyse des réunions et entretiens de la pré-étude sous l'angle de l'évolution des systèmes agricoles, des dynamiques socio-professionnelles et des conséquences pour les actions de développement agricole dans les bassins versants (cf. diaporama présenté lors de la journée d'étude du GERDAL du 4 mai 2017 et qui figure dans les livrables de ce projet)

Les suites envisagées

A la suite de ces réunions, plusieurs suites sont prévues en termes de développement :

- dans le secteur du Mené, il a été décidé avec les agriculteurs de poursuivre le travail et de pérenniser un groupe, en restant ouvert à de nouveaux participants, groupe centré sur l'optimisation des coûts de production, notamment en développant l'autonomie protéique dans les fermes.
- sur le BV du Couesnon : sur le secteur de Fougères, la réflexion sera prolongée dans le cadre du contrat de BV en cours d'élaboration, ou dans le cas de certaines actions de conseil individuel . Les agriculteurs présents à la R3 de Javené ont été réorientés vers des groupes existants (Groupe Bio du Haut-Couesnon, ou groupe AEP du Haut Couesnon). Sur Montours, Montanel et Bazouges, les animateurs n'ont pas souhaité poursuivre la démarche en groupes ne sentant pas une volonté des agriculteurs pour créer un groupe. Les réflexions produites dans les groupes ont cependant permis d'orienter les actions nouvelles mises en œuvre dans ces secteurs.

La réflexion entamée à l'échelle de l'ensemble du pays de Fougères sur la valorisation des produits pourrait être prolongée dans le cadre d'un nouveau projet intitulé ValResEau. Ce projet a pour objectif d'étudier les conditions favorisant les démarches permettant de lier valorisation des produits et changements de pratiques agricoles favorables à la préservation de la qualité de l'eau. Un des cas étudié est le BV du Couesnon, nous nous baserons sur le travail déjà réalisé dans le cadre du projet de prospective participative sur 3 points :

- Les entretiens réalisés par Marion Diaz et Claire Ruault auprès des acteurs d'aval et notamment des industries laitières (rencontre avec Savencia le 15 novembre 2016 et avec EVEN/LAITA le 28 octobre 2016, avec Agrilait, ex Coralit en mars 2016)
- Les entretiens auprès des élus du Couesnon et des agriculteurs réalisés par Marion Diaz, Claire Ruault et Doriane Dodin et montrant un intérêt particulier de ceux-ci sur les questions de valorisation des produits laitiers.

- Le recensement des initiatives qui mettent en relation changement de pratiques et valorisation des produits réalisé en préparation de la réunion du 20 janvier 2017 à Fougères (cf. panneaux en [annexe 7](#))

Capitalisation et valorisation (tâche 8)

Valorisation scientifique et institutionnelle

Sur les démarches de prospectives,

- Marion Diaz a participé à des réflexions sur l'intégration de la réflexion menée par les agriculteurs dans la démarche de prospective dans le cadre du Plan Breton sur l'Eau (réunion du 16 décembre 2016). Ces réflexions n'ont finalement pas abouti.
- Marion Diaz et Claire Ruault sont intervenues aux Carrefours de l'Eau le 26 janvier 2017 dans le cadre de l'atelier : « la démarche prospective comme démarche pour la mobilisation des acteurs et pour définir un plan d'action ». Cette présentation est l'un des livrables du projet.

Valorisation pour le développement agricole

Terre d'innovations

Marion Diaz et François Guerrier ont participé à l'édition 2016 de Terres d'Innovations en synthèse des interventions des agriculteurs présents (cf. articles de presse en [annexe 8](#)).

Ateliers d'échanges méthodologiques entre animateurs de BV et de Chambre d'agriculture et chercheurs

Comme nous l'avons vu précédemment, ces ateliers ont été présentés dans la partie concernant le dispositif de recherche-action. Ils sont en effet garant de la démarche puisque c'est dans ces temps d'échanges que se font les réflexions sur le dispositif de travail et sur l'articulation entre la recherche et l'action. Ce sont également des moments d'apports méthodologiques sur la production de connaissances dans des collectifs d'agriculteurs et sur l'articulation entre des apports extérieurs aux groupes et les réflexions entre agriculteurs.

Par ailleurs, les réflexions produites dans le cadre de ces ateliers sont au cœur de la capitalisation méthodologique. A partir de ce travail, **un livret méthodologique** est en cours de rédaction, dont le plan est proposé en [annexe 9](#). Ce livret pourra servir de support de **formation des animateurs agricoles de bassin-versant**, formation à envisager avec les Chambres d'Agriculture et la Région Bretagne en 2017-2018.

Valorisation dans l'enseignement agricole

Interventions ponctuelles dans l'enseignement supérieur :

- Intervention de M. Diaz en spécialité d'ingénieur d'Agrocampus Ouest : Génie de l'environnement, spécialisation « Agriculture durable et développement territorial » sur l'innovation en agriculture et l'accompagnement des agriculteurs dans les dynamiques de changement (*16 et 30 novembre 2016 (6h)*)
- 3h d'intervention de M. Diaz sur la mobilisation de diagnostic de durabilité dans l'accompagnement des agriculteurs dans les dynamiques de changement en Licence Pro PARTAGER (*7 février 2017*)

Expérimentation d'un dispositif pédagogique de sciences participatives dans l'enseignement secondaire :

Pendant la première année du projet, François Guerrier et Marion Diaz ont travaillé avec le Lycée agricole de Caulnes et la MFR de Fougères, établissements de l'enseignement agricole situés sur les deux bassins-versant d'étude pour créer les conditions partenariales et élaborer le dispositif pédagogique « Toutes Différentes Toutes intéressantes : comment apprendre de la diversité des exploitations agricoles ». Cette démarche part des préoccupations des enseignants, s'inspire notamment de la démarche de prospective participative mise en œuvre sur les deux bassins-versants, mais également des travaux de recherche-action sur l'ancrage scolaire.

La deuxième année a été consacrée à

- son élaboration (en l'adaptant aux spécificités des établissements et des élèves),
- sa mise en œuvre dans les établissements avec les enseignants
- et à la valorisation du dispositif auprès des enseignants et des responsables d'établissements.

Ce dispositif prévoit une progression en 6 étapes comme présenté dans le schéma ci-dessous :



L'étape pivot du dispositif est la mise en commun des données recueillies dans les exploitations (étape 4), au cours de laquelle sont intervenues auprès des élèves M. Diaz et un animateur de développement agricole de la Chambre d'agriculture impliqué dans le projet, en s'inspirant de la méthodologie du GERDAL utilisée dans les groupes d'agriculteurs. Cette étape a donné lieu à des comptes-rendus de réunion d'élèves qui peuvent alimenter les travaux du projet de recherche. (Cf. exemple de compte-rendu en [annexe 10](#))

A la MFR de Fougères, les 5 interventions se sont déroulées :

- Le 19 octobre 2016 : faire le lien entre diversité des pratiques et choix des agriculteurs
- Le 27 octobre 2016 : s'entraîner à comprendre la logique de l'agriculteur, à le questionner sans induire la réponse
- Le 25 novembre 2016 : mettre en commun des travaux de stage en groupe de développement
- Le 1^{er} décembre 2016 : préparer de la restitution et évaluation du dispositif
- Le 9 mars 2017 : restituer le travail effectué aux maîtres de stages et aux acteurs locaux

Au Lycée agricole de Caulnes, les 5 interventions se sont déroulées :

- Le 27 janvier 2017 : faire le lien entre diversité des pratiques et choix des agriculteurs
- Le 3 février 2017 : s'entraîner à comprendre la logique de l'agriculteur, à le questionner sans induire la réponse
- Le 5 mai 2017 : mettre en commun des travaux de stage en groupe de développement
- Le 12 mai 2017 : préparer la restitution et évaluation du dispositif
- Le 22 mai 2017 : restituer aux maîtres de stages et aux acteurs locaux

La démarche engagée auprès des élèves confirme à la fois l'intérêt de partir de leurs expériences pour engager un débat leur permettant de faire **évoluer leurs conceptions au sujet de la transition agroécologique, et d'envisager la possibilité de pratiques différentes de celles qu'ils connaissent**. Autrement dit, les positions de rejet a priori diminuent très sensiblement. Ils évoquent également l'intérêt à s'engager dans des groupes de développement pour adapter et améliorer leurs pratiques entre pairs et à "ne pas s'isoler".

Sur un plan plus strictement pédagogique, nous avons constaté (et les élèves également) une grande implication de leur part et un grand engagement pour aborder des questions habituellement rejetées (l'entrée "écologique" notamment), mais également une nette diminution des comportements "perturbant" la classe (bavardage,

décrochage, injures, moqueries...). De leur propre aveu, ils plébiscitent l'écoute, l'échange, le partage et le respect de la parole des autres, et l'idée de "questionner pour s'intéresser à l'autre" pour apprendre et de comparer les approches pour faire leurs propres choix (et pas seulement reproduire un modèle).

Si l'on en croit les retours des élèves comme des enseignants et des acteurs de l'eau et du développement agricole, il semble que le dispositif testé de façon expérimentale est de nature à **accompagner l'évolution des conceptions du métiers et permettre de rediscuter des normes professionnelles auprès de ce public de futurs professionnels**. Il permet d'ouvrir **la réflexion sur la mise en place de pratiques non seulement en connaissance de causes, mais aussi en connaissance de conséquences sur les territoires (qualité de l'eau, paysage, emploi, ...) et les filières**.

Ce dispositif a fait l'objet de plusieurs interventions :

- M. Diaz et F. Guerrier, présentation du dispositif en introduction de la restitution du travail des élèves de la MFR, le 9 mars 2017
- JF Olivier (MFR de Fougères) et F. Guerrier : journée régionale de l'ancrage scolaire organisée par la DRAAF Bretagne le 23 mars 2017
- M. Diaz et F. Guerrier, présentation du dispositif TDTI lors de la journée « *Construire une réflexion multi-acteurs pour agir ensemble sur la qualité de l'eau* » organisée par l'UBO et Agrocampus Ouest, 18 mai 2017

Ce dispositif donne lieu également à plusieurs livrables à destination des enseignants et personnels d'encadrement de l'enseignement agricole :

- un article soumis à la revue POUR n° 230, décrit le dispositif et analyse les premières évaluations des élèves
- un article plus court sur le site Pollen des innovations pédagogiques, disponible à cette adresse : <http://pollen.chlorofil.fr/toutes-les-innovations/monparam/695/>,
- une vidéo sur le retour des élèves après l'expérimentation à la MFR de Fougères, disponible à l'adresse précitée

D'autres livrables sont en cours d'élaboration :

- un article est en préparation dans les cahiers pédagogiques,
- 2 vidéos en cours de finalisation sur l'expérimentation au lycée agricole de Caulnes.

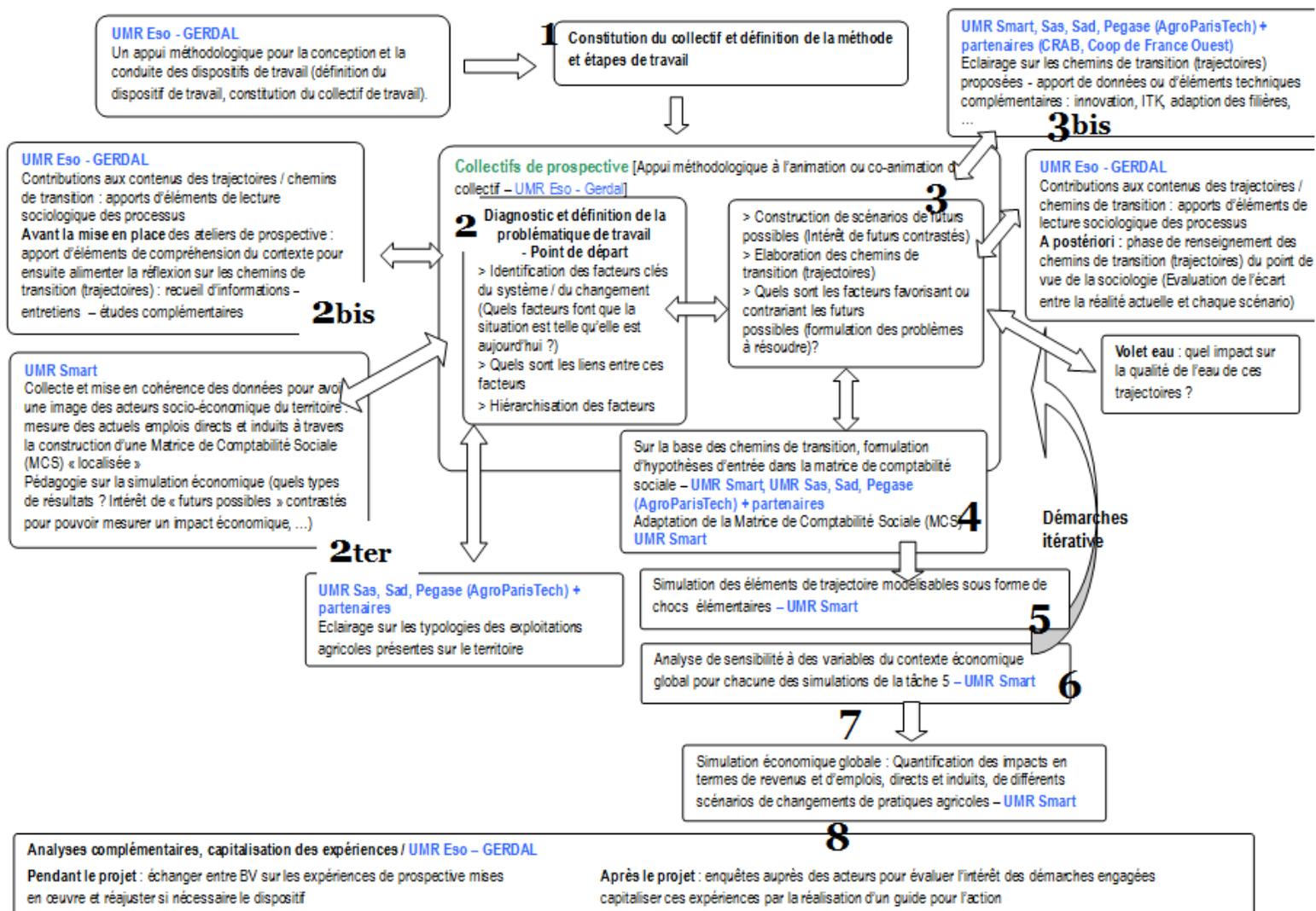
Auprès d'un public plus large, deux articles de presse ont couvert les restitutions des élèves de la MFR et du Lycée agricole de Caulnes (cf. [annexe 11](#))

Suites envisagées :

La DRAAF Bretagne va présenter le dispositif aux établissements agricoles prochainement et une réunion est envisagée le 4 juillet 2017 pour étudier les possibilités pour prolonger l'expérimentation à une échelle régionale avec d'autres établissements.

Pour une **vision d'ensemble des actions de valorisation des résultats du projet**, [l'annexe 12](#) liste les interventions de Marion Diaz, Claire Ruault et François Guerrier auprès de différents publics et dans différentes instances ; [L'annexe 13](#) synthétise les livrables issus du projet.

Annexe 1 : Rappel du schéma de synthèse du projet initial



Annexe 2 : Temps de travail engagé par Agrocampus Ouest (du 1er juin 2016 au 30 juin 2017)

	Coordination	T1	T2 bis	T2	T3	T8	TOTAL
Marion Diaz*	33	1	0	62	8	64	168
François Guerrier						40	40
Philippe Boudes	5			2		5	12
Catherine Darrot	1						1
Christine SAGE	1						1
TOTAL	40	1	0	64	8	109	222

* le contrat de Marion Diaz a pris fin le 31 mars 2017. Elle a terminé les missions en prestation de service pour AGROCAMPUS OUEST. Ce tableau ne comptabilise que son temps passé du 1^{er} juin 2016 au 31 mars 2017.

Annexe 3 : Temps de travail engagé par Claire Ruault (GERDAL)

	Coordination	Tache 1	Tache 2	Tache 2 bis	Tache 3	Tache 8	TOTAL Jours
Claire RUAULT							

A Compléter

Annexe 4 : Exemple de compte-rendu de réunion n° 2 avec les agriculteurs

Quel avenir pour l'agriculture dans nos communes ?

Compte-rendu des réunions du 7 avril à Cogles et du 7 juin 2016 Argouges

Dans un contexte d'incertitude et de fortes évolutions des conditions de production, **une réflexion sur l'avenir et la pérennité des activités agricoles a démarré** sur les communes de Cogles, La Selle en C., Montanel, Carnet, Argouges

afin d'étudier ensemble les différents choix d'évolution possibles et les actions à mener en réponse aux préoccupations des agriculteurs.

Les deux **réunions qui se sont tenues les 7 avril 2016 à Cogles et Argouges**, qui ont réuni une quinzaine d'agriculteurs, ont permis de mettre en commun les préoccupations et de dégager plusieurs questions de travail. Les participants se sont inscrits sur les problèmes qu'ils souhaitaient traiter en priorité.

- **Comment maîtriser les charges sans augmenter le temps de travail ? (8 inscrits)**
- **Comment reprendre la main sur la valorisation des produits ? (8 inscrits)**
- Lors de la deuxième réunion, une nouvelle question a émergé : **Comment conduire la transition de l'activité agricole si une des personnes travaillant sur l'exploitation par travailler à l'extérieur de l'exploitation ?**

Sur chacune de ces questions, plusieurs pistes de solutions ont été exprimées.

Le présent compte rendu rend compte des pistes de solutions. Les prochaines réunions auront pour objectif d'étudier **comment concrétiser les solutions les plus adaptées aux exploitations et aux conditions de travail de chacun.**

Comment maîtriser les charges sans augmenter le temps de travail ?

- **Faire moins de maïs et aller « vers plus d'herbe », produire des protéines**

Le maïs est considéré par plusieurs agriculteurs comme une culture coûteuse. Et « si le prix du lait n'est pas là, il faut bien baisser les charges. L'herbe on implante ça 4-5 ans. Le maïs en matériel ça coûte cher ».

Par ailleurs, certains considèrent que développer l'herbe permet de s'adapter plus facilement aux normes environnementales. Plusieurs questions se posent cependant pour valoriser au mieux l'herbe.

- **Comment mieux valoriser l'herbe ? Quel mode de pâturage ?** « *L'herbe n'est pas bien valorisée, la gestion de l'herbe, c'est une chose à travailler* » « *C'est plus simple d'avoir des paddocks que d'avancer au fil...* »
- **Quels sont les mélanges rairieux intéressants ?** Les participants souhaiteraient « *avoir des retours d'expériences, d'essais, notamment sur les mélanges* »
- **Produire des protéines sur l'exploitation pour limiter l'achat de concentrés :** méteil, luzerne, trèfle ... quelles cultures, comment les intégrer à la rotation ?

Il est envisagé de mobiliser des références (essais, expériences d'agriculteurs...) sur l'intérêt technico-économique des mélanges : quelle capacité de stockage en plus, conservation, temps de manutention, temps de travail ?

- **PAC et prairie : quelles marges de manœuvre pour conserver des prairies plus longtemps ? Comment gérer et tirer parti au mieux des bandes enherbées ?**

« *Une bande de 15 m de large on peut pas travailler ça. Si on a du bétail ça va mais sinon c'est une surface perdue.* »

- **Comment restructurer le parcellaire pour faciliter le pâturage ?**

Un problème lié à l'objectif d'augmentation de l'herbe dans l'alimentation a été soulevé : celui du parcellaire qui n'est pas toujours favorable au pâturage. « *Les troupeaux grossissent donc il faut des terrains à côté... C'est un truc qui devrait être fait on se passe les uns sur les autres on ferait mieux d'échanger nos terres* ».

« *Oui, les échanges amiables peuvent être développés* »

« Sur Cogles et Argouges on est passé par un remembrement ; mais au bout de dix ans y'a une telle diminution au niveau des agriculteurs, les fermes ont tellement grossi qu'il faudrait refaire un aménagement foncier. »

- **Comment gérer le temps de travail en système plus herbager ?**
 - **Mutualiser certains travaux ou certains équipements en CUMA en tenant compte des différences entre exploitations (problème de l'adaptation des tracteurs aux équipements des CUMA)**

« Je fais tout faire car on a acquis un semoir à la CUMA avec chauffeur. » « Sur le Coglais on a beaucoup de chance. On a des structures, on arrive à gérer. On a la CUMA, service remplacement, le groupement d'employeurs... »

« Des fois on est obligé d'acheter un plus gros tracteur pour tirer le matériel de la CUMA, c'est une chaîne sans fin ... ou bien il faut un système herbe, un truc qui ne coûte pas cher. »

Des échanges entre CUMA (exemple de la CUMA de Saint James) pourraient être réalisés

- **Mutualiser l'affouragement du troupeau : désileuse automotrice en CUMA**

« Nous on a une désileuse automotrice dans un groupe à 13 ou 14. En CUMA. (...) C'est basé sur la production une partie, et sur le temps qu'on passe... y'a pas que des laitiers, y'en a qui font les deux. (Lait et viande) »

- **Expérimenter des techniques alternatives pour s'adapter au retrait de certains produits sur le maïs, tout ne maintenant sa qualité.**

« On s'aperçoit d'une chose, on tend à aller vers là, tous les ans on nous supprime des produits, par exemple pour ne plus faire de maïs, ou ne plus qu'on traite nos maïs. C'est vrai que c'est quand même plus polluant, j'ai l'impression qu'on va vers des systèmes herbe, avec des bandes enherbées plus larges, de façon à ce qu'il y ait moins de pollution ».

Le problème d'enherbement peut cependant entraîner une baisse de la qualité du fourrage : « la qualité (du maïs) n'est pas la même. (...) la qualité du fourrage, vaut mieux faire de l'herbe.

Différentes techniques pourraient être comparées et leur intérêt économique : gestion mécanique de l'enherbement (herse étrille, houe rotative), gestion mixte : désherbinage, sans labour, semis direct sous couvert...

- **Comment se passer des antibiotiques ?**

Une autre piste pour diminuer les charges a aussi été explorée lors de la deuxième réunion : la diminution des frais liés à l'usage des antibiotiques. Mais les participants s'interrogent sur les gains « *Toute façon y aura une évolution vers les produits plus naturels mais il faudra y aller, même sans être bio... On dose moins qu'avant et ça nous coûte aussi cher. Faut passer plus souvent* »

Il a été envisagé d'évaluer les conséquences technico-économiques de recours aux alternatives huiles essentielles, homéopathie (cf. groupes de l'ADAGE et les bio) : conséquences sur les volumes de production, le revenu ?

Comment reprendre la main sur la valorisation des produits ?

Lors de la première réunion un autre problème prioritaire a été retenu : celui de la valorisation des produits. Dans un contexte de baisse des prix des produits issus de l'élevage, qui fragilise l'avenir des exploitations, les agriculteurs ont fait le constat d'une perte de contrôle sur la vente de leurs produits. Plusieurs pistes de travail ont été évoquées.

- **Développer des relations avec les élus locaux sur les marchés publics (écoles, restaurants, hôpitaux ...)**
- **Obtenir une valorisation des pratiques en lien avec le changement climatique (CLEPS-OP)**

« Ils (la CLEPS) font des formations méteil, autonome alimentaire. Ils essaient de mettre les gens dedans. Eux ils veulent mettre un « A » sur leur fromage pour montrer que c'est un bon bilan carbone. Mais après qui va avoir gain ? Aujourd'hui, il n'y a pas de valorisation pour ceux qui rentrent dans la démarche. Mais est-ce que ça va marcher ? Et là y'a pas assez d'éleveurs qui sont rentrés là-dedans, mais c'est qu'ils n'ont pas mis la carotte. »

- **Valoriser l'identité laitière du secteur ?**

- **L'environnement industriel est là** « On a toutes les structures autour, avec les laiteries »

- La race normande : valorisation génétique, viande, matière grasse
- L'agriculture biologique ?
 - Maîtriser les difficultés techniques pour passer en bio (accès aux pâturages, problèmes de surfaces, morcellement des parcelles. »
 - Problèmes liés à la maîtrise du prix

« Ici Agrial nous propose des marchés en bio », mais quelle garantie à terme de maintien des prix « les industriels vont décider, ils auront la main mise sur les cours, et donc ça va chuter, c'est pareil. »

- Développer la vente directe ?

Mais comment s'organiser quand on n'est pas à proximité d'une grande ville (Rennes).

La prochaine réunion sur cette question aura lieu début 2017. Elle aura pour objectif de faire le tour de différentes initiatives en cours visant une meilleure valorisation des produits et d'étudier avec les participants les conditions de faisabilité des pistes proposées.

Groupe « Comment conduire la transition du système d'activités qui combine une modification de l'exploitation et une nouvelle activité à l'extérieur ? »

En fonction des choix faits sur l'exploitation et dans la famille, les objectifs sont différents selon les personnes : maintenir un même revenu à l'avenir (« *On se pose la question si on est encore viable à 3.* »), pouvoir « *profiter de la vie, (...) continuer à vivre* », « *avoir du temps libre* », ou encore « *voir du monde* ». Mais chacune envisage de s'engager dans une nouvelle activité. Il s'agit de réduire l'activité agricole et la remplacer par une autre activité.

Les participantes ont souhaité réfléchir à la possibilité de **développer une nouvelle activité**. Plusieurs solutions sont envisagées : certaines envisagent de devenir **famille d'accueil** (*pour des enfants, des personnes âgées ou handicapées*). D'autres envisagent un **temps partiel à l'extérieur de la ferme**.

Développer une nouvelle activité **soulève plusieurs questions** :

- Comment garder le statut d'agriculteur et avoir une autre activité complémentaire ? : « *en GAEC on ne peut pas avoir une activité complémentaire* » « *c'est possible en EARL mais pas en GAEC.* »
- Comment réorganiser la vie de famille ? : « *il faut investir toute la famille...* »
- Comment réorganiser l'exploitation, suite au départ d'un des associés, sans augmenter le temps de travail, sans faire appel à de la main d'œuvre extérieure et en gardant un revenu ?
 - ⇒ arrêter le lait et faire une autre production ? mais est-ce rentable ?
 - ⇒ arrêter un atelier complémentaire (vaches allaitantes), mais est-ce possible du point de vue du revenu pour ceux qui restent sur l'exploitation ?
 - ⇒ Ne plus investir, mais comment transmettre si les bâtiments ne sont plus aux normes ? :

Pour la prochaine réunion, prévoir une recherche d'informations sur la possibilité d'activités complémentaires en GAEC, et la possibilité de vente de quota

Prochaines réunions...

Pour avancer sur la question « **Comment maîtriser les charges sans augmenter le temps de travail ?** », nous vous proposons d'organiser une nouvelle réunion le jeudi 12 janvier de 14h à 16h30 à la mairie de Montanel

Ce sera l'occasion d'échanger avec :

- Lucie Morin, Blanche Maison (restitution des résultats sur système maïs/herbe)
- Un agriculteur laitier qui présentera comment il a développé le pâturage tournant dynamique
- un agriculteur laitier qui apportera son expérience en autonomie protéique

Annexe 5 : exemple de compte-rendu d’atelier méthodologique

Relevé de décisions de l’atelier du 23 septembre

Etat de présence

Prénom Nom	Fonction	Organisation
Marion Diaz	Ingénieure	Agrocampus Ouest
Anne Laporte	Conseillère agronomie, Animatrice de Bassin Versant	Chambre d’agriculture 35
Sylvie Le Roy	Coordinatrice du BV du Couesnon	SM SAGE Couesnon
Claire Ruault	Chargée de recherche et de formation	GERDAL
Aurélié Lajoie	Conseillère en développement territorial	Chambre d’agriculture 35
Fabienne Thomas	Conseillère agronomie, Animatrice de BV	Chambre d’agriculture 35
Jo de Ridder	Animatrice de BV	SI Couesnon Aval
Marc Nougier	Ingénieur Economiste	INRA SMART
Doriane Dodin	Stagiaire ingénieure	ESA
Jérémy Lacour	Chargé de la protection des ressources en eau (Haut-Couesnon)	EBR

Excusés : Daniel Helle, Valentin Garault, Anne Briend

Ordre du jour de l’atelier :

1. Finaliser l’organisation des prochaines réunions avec les agriculteurs (R3)
2. Avis sur les options retenues (scénarios) à soumettre à une simulation économique à l’échelle du BV
3. Restitution du stage de Doriane : quelques résultats, des pistes d’actions à discuter
4. Point sur les contacts avec l’Aval
5. Points divers

Organisation des prochaines réunions avec les agriculteurs – R3

Mise en commun des ressources pour préparer les réunions 3

Marion met en ligne [un tableur partagé pour mettre en commun les ressources](#) nécessaires à la préparation des réunions 3 (suivant les thématiques retenues). Ce tableau est organisé en onglets selon le type de ressources :

- Projets de recherche et étude
- Contacts d’intervenants potentiels
- Méthode de diagnostics et d’évaluation
- Articles (références technico-économiques, références académiques ou littérature grise)

Les personnes invitées à partager leurs ressources sont celles invitées aux ateliers.

Sur la Haute-Rance

Secteur de Caulnes :

La deuxième réunion a été annulée faute de participants. Cependant, Anne a organisé une journée herbe, ce qui a permis de lancer une dynamique de groupe. Il a été décidé de continuer avec ceux qui sont venus. Une réunion de programmation de la suite du travail a eu lieu, animée par Anne et un collègue conseiller lait. Le groupe s’est fixé autour de l’**autonomie fourragère**, avec un programme de 9 demi-journées (i.e. une réunion toutes les 3 semaines). Anne reste l’animatrice, et fait intervenir si nécessaire des personnes extérieures (par exemple une intervention de Patur Sens est prévue). Pour ceux qui sont sur le Mené et qui sont venus sur Caulnes, Anne et Fabienne pourraient

leur laisser le choix d’intégrer un groupe spécifique Mené ou de rester dans le groupe de Caulnes. Ce groupe rassemble 10 agriculteurs, avec des attentes assez homogènes. Parmi les thématiques qu’ils souhaitent aborder, il y a **les fourrages riches en protéines, la production de concentrés et de correcteurs**. En transversal à ces différents points techniques, le groupe souhaite que les **aspects économiques et temps de travail soient particulièrement étudiés**. Chaque après-midi fera l’objet soit d’une intervention soit d’une visite d’une des fermes du groupe, avec en amont, une préparation d’une présentation des données technico-économiques de la ferme par l’animatrice et l’agriculteur qui reçoit.

Secteur du Mené

L’objectif est de « stabiliser » un groupe de travail et d’échange de pratiques sur « **la production de protéines sur la ferme** ». Mais à ce stade, il est important de ne pas trop « fermer » la thématique, des questions étaient ressorties sur l’autonomie fourragère et la conduite de l’herbe. La réunion pourrait permettre de bien définir les questions que les participants souhaitent aborder dans la suite du groupe.

Objet possible de la réunion, objectifs pour les animatrices	Echelle de mobilisation / qui on invite ?	Qui anime
<p>Thème du groupe : Diminuer les coûts alimentaires en produisant les protéines à la ferme (production concentrés et correcteurs) ou par des évolutions de la conduite de l’herbe (augmentation des légumineuses par exemple).</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fixer le groupe • Que chacun s’implique dans le groupe, et donc avoir un programme à la fin de la réunion avec des thèmes de travail, un nombre de réunions, des dates de réunion (?) 	<p>Invitation large (pas que les participants en réunion (mêmes communes + Saint Launeuc + Collinée)</p> <p>Relances (Anne, Fabienne + MD si besoin) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participants aux 2 premières réunions • Elargir à Collinée • Potentiellement intéressés repérés par Fabienne et Anne • Jeunes installés sur le secteur • Demander aux agriculteurs intéressés de mobiliser leurs collègues 	<p>Fabienne anime, appui de Anne et des collègues de la Chambre. + pour la R3 : Marion et / ou Claire en appui</p>

Déroulement possible :

- Introduction de la réunion : plusieurs thèmes avaient été envisagés lors des R1 et R2, nous avons choisi de traiter celui-ci, mais l’objectif de la réunion est de aussi de faire le point sur vos attentes concernant la thématique... → on va faire un rapide tour de table pour se présenter et pour que chacun nous dise ce qu’il attend de ce groupe
- Tour de table : chacun se présente et fait part de ses attentes vis-à-vis du groupe
- Intervention de Anne Briend : présentation du groupe AEP sur critères techniques et économique
- Témoignages d’un agriculteur du groupe AEP
- Echanges / discussions
- Animatrices : Rebondir à partir des discussions, synthèse des questions et attentes abordées + les pistes de travail évoquées dans les réunions précédentes (autour de la thématique autonomie protéique, optimisation du système fourrager) pour faire des propositions sur programme de l’année
- Fixer une date avec eux pour la prochaine réunion !

Ce qu’il faut faire pour préparer la réunion :

Qui ? : Fabienne et Anne :

- Reprendre les CR des R1 et R2 pour lister les problèmes et propositions → préciser le contenu de la présentation de Anne pour l’articuler avec un des sujets présents dans les réunions (ex : comparaison technico-économique + temps de travail des différentes cultures de légumineuses)
- Voir avec Anne B. si elle est OK et préparer la présentation sur les approches techniques et économiques (évolution des fermes, comparaison des systèmes) → à préparer avec elle
- Voir si un agriculteur du groupe AEP est OK pour intervenir avec Anne

- Préparer l’invitation (CR fait une première proposition à modifier) + les envois
- En quoi consisterait un diag système fourrager. Et quel serait l’intérêt : avoir des données à partager lors des prochaines réunions + des simulations technico-économiques sur l’impact de changements (différentes trajectoires possibles) (?)

Suivre la démonstration Toastage (dans le 56) avec Wilfried Perquis, pour voir l’intérêt pour le groupe

Reste à caler :

- la date de la R3 après relances auprès des agriculteurs pour vérifier leur intérêt à l’adhésion à un groupe : prévoir 3h, l’après-midi, en novembre
- le lieu : réserver la salle
- Valorisation des produits sur la Haute-Rance

Valorisation des produits

Un autre problème avait été identifié, mais nous ne l’avons pas retenu pour la R3 : **Face à la baisse des prix, comment obtenir une meilleure valorisation de nos produits et à quelles conditions ?**

En revanche, il a été décidé sur cette question :

- De vérifier que la Commune du Mené a assez d’approvisionnement pour faire tourner son atelier des métiers de la viande (Mené) : prendre connaissance du projet, voir où cela en est, voir si la commune du Mené souhaite être accompagnée par la Chambre pour la suite ou non → Fabienne informe Mathieu (?) de la CdA 22 au sujet de cette initiative.
- De faire le point avec Daniel sur les contacts pris au sujet d’Eau En Saveurs, et de prendre connaissance des résultats des stages (cf. réunion du 26 septembre, qui a finalement été reportée)

BV du Couesnon

R3 au niveau du Pays de Fougères sur la valorisation des produits pour les agriculteurs

Objet possible de la réunion	Echelle de mobilisation / qui on invite	Qui porte l’action	Ce qu’il faut faire pour préparer la réunion
Une ou plusieurs réunions d’information sur les initiatives de valorisation des produits locaux : <u>Objectif</u> : envisager ensemble comment on s’organise pour aller sur différents marchés	Pour les agriculteurs du Pays de Fougères	Chambre d’agriculture 35 + MD et CR	Cf. rassembler les démarches en cours ci-dessous

Piste de discussions envisagées (R1- R2)

- Se grouper pour aller sur les marchés de restauration collective ? sur la vente directe ?
- Comment répondre à la demande Eau en saveurs ?
- Décortiquer la mise en place d’une collecte différenciée pour le lait produit à l’herbe ? Transformation des produits laitiers pour être valorisés en Restauration collective (cf. Malo et Le Gall ?)

Rassembler les démarches en cours

- **SEGRAFO (Lait de Foin)** → Marion
- **Eau en Saveurs** : pourrait permettre de mettre en place un label pour les exploitations qui ont des pratiques intéressantes pour l’environnement. (Le diagnostic IDEA est utilisé pour mesurer la démarche de progrès)

dans le cadre du cahier des charges). Aujourd’hui, c’est plutôt tourné vers la restauration collective, en expérimentation sur Rennes, mais une dizaine d’autres communes sont intéressées. Idée de prendre plutôt des produits chez bcp de monde, plutôt que quelques exploitations qui fournissent tout. Le problème, ce sont les maraichers qui sont très diversifiés et proposent peu de volume : pour fournir une restauration collective, il faut une plate-forme de mise en commun des produits. Le deuxième problème, c’est le manque de légumeries dans les cantines collectives qui ne font que du surgelé. Donc pour l’instant, ça ne concerne que les agriculteurs qui peuvent répondre techniquement.

→ sur EES **Jérémy et Marion : vérifier où ça en est, ce qui est déjà engagé et ce qui est prévu pour savoir si oui ou non il faut mettre en avant EAS ou si le marché est saturé. Est-ce qu’ils sont que sur des produits en VD ou envisagent aussi en filière longue aussi ?**

- Lait : il y aurait un groupe en cours sur le secteur Drains du Coglais avec Magalie Grand : réflexion sur un outil mutualisé pour transformer et commercialiser le lait. Ce qui est compliqué c’est d’identifier et « labelliser » des pratiques vertueuses → **Jérémy fait le point avec Magali pour savoir où ça en est**
- **Saveurs au Gallo (dépôts avec logiciel de commandes)** : l’objectif était de pénétrer la restauration collective à la base, mais c’est resté en standby : fonctionne seulement sur les paniers → **MD leur demande un entretien**
- **Sophie de Verdolan (CA) : Aurélie fait le point avec elle sur les pistes qu’on envisage et sur la réunion qu’on envisage. Qu’est-ce qu’elle peut faire ? Peut-elle intervenir sur des initiatives en cours ? Autres apports ou contacts ?**
- **OP Seine et Loire (Lactalis/Triballat) en Bio** → **compilation des données et des contacts par Marion et Jo**
- **EcoMéthane** → **Marion** : soutien sous forme de chèque cadeau par le Pays de Fougères (démarche Valorex / BBC)
- **Terrena ?** → Voir ce qu’ils font sur Nouvelle Agriculture sur le Lait → **Claire voit avec Roger + GAB44 : Daniel Broekarts** : travail sur changement de pratiques avec eux sur un BV → voir avec qui elle travaille)
- **Savensia (CLEPS) : Jo contacte Cécile Daniel-Clapys**
- **Laiterie Malo et Le Gall** : laiteries qui transforment le lait en produits laitiers à haute valeur ajoutée (yaourts, beurre, crème...), charte de qualité avec les éleveurs

Pour mettre en commun les données, une réunion prévue le **10 novembre le matin** à la Maison de l’Agriculture → à cette occasion nous déciderons des pistes porteuses ou pas et de quoi on parle en réunion R3. Dès à présent, la mise en commun des données sur les [initiatives de valorisation est possible sur ce fichier partagé](#).

Javené

But : stabiliser un groupe autour de la problématique « diminuer les charges par une meilleure autonomie du système fourrager » → Ce qui signifie une invitation à R3 explicitement formulée comme telle (tout en gardant l’objectif de revenu)

Objet possible de la réunion	Echelle de mobilisation / qui on invite	Qui porte l’action ?	Ce qu’il faut faire pour préparer la réunion
R3 locale : Diminuer les charges par une meilleure autonomie fourragère	<p>Echelle : Secteur de Billé/Javené/Parcé/Comboutillé : inciter tous les agriculteurs de ces communes</p> <p>Relances : en priorité les éleveurs qui se sont déplacés en R1 et R2 + autres contacts éventuellement</p>	Anne Briend (en binôme avec Jérémy)	<p>Références à mobiliser sur la question herbe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ref ADAGE • Fiche type de l’Idele sur ces systèmes • Info sur projet de recherche (SOS Protéines, vieillissement des prairies)

	intéressés (cf. portes-ouvertes chez Stéphane Charrier)		⇒ Jérémy compile les données
--	---	--	-------------------------------------

Pour terminer d'organiser cette réunion :

- Date pour finaliser cette réunion : mettre en commun les infos et trancher sur ce qu'on veut présenter à la réunion sur cette thématique, puis terminer l'invitation : 8 novembre
- Claire propose un brouillon d'invitation et de déroulé

Sur les secteurs du Coglais et de l'Antrainais :

Concernant le groupe de femmes « changement d'activité » du Coglais, Aurélie contacte les 3 agricultrices de la réunion et les réoriente (Dynavenir ou formations) : si elles ont parlé autour d'elles et que d'autres personnes ont les mêmes préoccupations, on reparle ensemble de l'opportunité d'organiser une réunion (avec Edith Fauchoux, CDA 35)

Pour les réunions concernant la production de protéines à la ferme pour baisser les charges sur le Coglais et l'Antrainais, ces réunions seront préparées ultérieurement.

Simulation économique

Contenu et échelle de la simulation économique

La modélisation économique permet de simuler les **conséquences de changements de pratiques à l'échelle des BV sur le reste de l'économie bretonne, et notamment conséquence sur les emplois sur le territoire, sur les filières.** Ces conséquences soient explicitées en deux temps, pour qu'on comprenne mieux la démarche :

1. Sans adaptation des autres acteurs (hors agriculteurs qui changent) de la filière (simulation en statique)
2. Puis dans un deuxième temps, envisager les adaptations des autres acteurs (autres agriculteurs dans ou hors BV et autres acteurs de la filières) en explicitant les hypothèses d'évolution pour alimenter le débat.
➔ à discuter demain sur les hypothèses d'adaptation des autres acteurs

Précisions apportées par Marc lors de la réunion du 23/09/2016 :

Marc : Les hypothèses sont définies par les données : avec les données sur x années sur x exploitation, quand le prix était à ce niveau, les exploitations ont réagi comme ça ➔ référence à un contexte un peu similaire pour simuler le contexte actuel.

Q : Est-ce qu'on peut prendre différentes hypothèses sur l'adaptation des autres acteurs ?

Marc : Je ne définis pas d'hypothèses : les données paramètrent le modèle.

Q : Mais y'a pas eu de vraie baisse du prix du lait les dernières années

Marc : Y'a eu des variations de production.

Les scénarios envisagés sont les suivants :

- a) **Un scénario de diminution de la part de maïs dans l'assolement au profit de l'herbe (pâturée ou non selon la configuration du parcellaire) et d'augmentation de l'autonomie protéique (production de luzerne, méteil, féveroles...) pour baisser les charges et améliorer le revenu de l'exploitant.** 3 variantes peuvent être envisagées :
 - Maintien de la production laitière par exploitation et agrandissement des exploitations (➔ conséquences sur le foncier, sur les actifs agricoles, etc...) ;

- Diminution de la production laitière par exploitation pour maintenir ou baisser le temps de travail (par exemple s’il y a des UTH en moins sur l’exploitation) et ne pas être obligé de réinvestir.
- Valorisation de cette évolution de pratiques dans le cadre de la démarche Eau en Saveurs sur la Haute-Rance et le Haut-Couesnon, ou dans le cadre de l’AB (→ conséquences sur la production ET sur la filière)

b) **Le scénario d’augmentation de la production laitière sur l’exploitation et des conséquences au niveau de l’assolement.** Trois variantes au moins peuvent être envisagées :

- Augmentation de la part de maïs au détriment de l’herbe et maintien des cultures de vente
- Augmentation de la part de maïs et d’herbe et diminution des cultures de vente ?
- Ce scénario est parfois associé à la robotisation.

Alexandre s’interroge sur le fait qu’on n’ait que des scénarios qui concerne le lait. Or sur la Haute Rance, nombreux sont les élevages hors-sols.

Discussions lors de la réunion du 23/09/2016 :

Remarque sur l’idée d’un scénario porc : Sur Caulnes y’avait deux mixtes et un Porc : quel produit on va nous demander demain, changement de gamme, ... Mais difficile à modéliser

Q : Simuler un changement en bio quel que soit le système, y compris en porc, est-ce que c’est imaginable ?

Articulation avec le dispositif de travail et calendrier

Compte tenu des attentes et des problématiques engagées, les groupes d’agriculteurs ne sont pas le lieu adéquat pour produire les informations nécessaires à la production des scénarios. Ces données peuvent être collectées auprès d’organismes qui ont fait des études sur différents types de production, soit au travers d’enquêtes individuelles avec des agriculteurs. **(Accord sur ce point)**

En revanche, une fois les simulations réalisées, une présentation pour discussion des scénarios avec des acteurs des territoires, des agriculteurs, et des opérateurs pourrait être organisée (échéance envisagée : début 2016). →

Ce point n’a pas fait l’objet de validation le 23/09 : à rediscuter lors du prochain atelier

Restitution du stage de Doriane

Doriane Dodin a présenté quelques résultats et des pistes d’actions issus de son travail de mémoire. Outre la valorisation des produits déjà discuté auparavant, la piste de l’appui au regroupement parcellaire a été discuté. Cela a été fait sur les Drains. Le SMPBC est en train de travailler là-dessus sur les Echelles, est-ce que ce travail peut être étendu au-delà du BV des Echelles ?

Une réserve foncière est importante pour faciliter la mise en place des échanges, afin que les agriculteurs y gagnent en surface. Ces travaux demandent au moins un an et demi de travail intense. Sur ces sujets, des travaux également en cours sur la Haute-Rance, mais qui n’ont pas été cité par les agriculteurs. Cela tient peut-être à la façon dont est conduit l’entretien, puisqu’on entre par les préoccupations. Si les aménagements fonciers n’ont pas été perçus comme problématiques, ils n’ont pas été cités.

Simulation environnementale des scénarios sur le Couesnon

Il avait été envisagé de présenter la méthode de diagnostic de durabilité des systèmes de cultures MASC aujourd’hui. Cependant, cela semble prématuré dans la mesure où cette méthode n’est adaptée qu’à l’échelle du système de culture et non pas à l’échelle du territoire : il n’est pas possible d’utiliser les typologies du diagnostic agraire pour simuler avec MASC car cette méthode demande un haut niveau de précision dans les données → il

est donc décidé de reprendre contact avec les financeurs en restant sur l'idée de CAP2R puisque l'IDELE est partant pour adapter la méthode aux cas types du diagnostic agricole.

Annexe 6 : Article de Doriane Dodin suite à son mémoire de fin d'étude

Comment la crise économique interroge la place de l'herbe dans l'alimentation des vaches laitières sur deux bassins versants bretons ?

DODIN D.,

RESUME

Dès 2014, les acteurs de l'eau s'inquiétaient des conséquences de la fin du système des quotas laitiers en avril 2015 sur la qualité de l'eau. C'est pourquoi ils se sont associés à des équipes de recherche au cours d'un projet de prospective participative pour comprendre comment les agriculteurs envisagent l'avenir de leur activité, et notamment l'évolution de leur système fourrager. 9 réunions entre agriculteurs sur 5 secteurs de 4 à 5 communes ont été organisées. Au cours de ces réunions, les agriculteurs ont fait part des difficultés rencontrées sur leurs exploitations et des évolutions envisagées. Dans toutes les réunions, en lien avec le contexte de baisse drastique du prix du lait, les possibilités de baisse des charges ont été discutées : faire de l'herbe l'aliment principal des vaches laitières est un objet de débat récurrent et de nombreux avis ont émergé. Certains agriculteurs sont déjà dans des systèmes très herbagers (sur les secteurs de Javené et de Coglès notamment). D'autres envisagent d'augmenter la part d'herbe dans la SFP pour diminuer leurs charges et compenser la baisse de revenus, quitte à baisser la production par vache. Pour autant, tous les agriculteurs ne disent pas que l'herbe revient moins cher que le maïs : en particulier, les stocks d'herbe sont plus onéreux car ils nécessitent plus de main d'œuvre. Quelques agriculteurs voient le retour à l'herbe comme une obligation réglementaire. Ces résultats nous permettent de faire l'hypothèse que, dans une situation de prix du lait bas et de réglementations environnementales maintenues, la norme professionnelle majoritaire du système fourrager basé sur le maïs et le soja pourrait évoluer vers une augmentation de l'herbe, quels que soient les types d'élevages, mais avec des différences selon les territoires.

How is the economic crisis questioning grass place into the feeding of dairy cows on two catchment basins in Brittany (France)

ABSTRACT

In 2014, water management authorities worried about the end of dairy quota in April 2015. Indeed, milk production was expected to increase and production to intensify. Corn silage was also expected to increase. That's why water quality on the catchment basins of Haute-Rance and Couesnon was expected to worsen. Catchment basins advisors have started to work with research team to understand how farmers are seeing the future of their activity, and especially their feeding system. 9 meetings in 5 groups of 4 or 5 towns have been organized, so the farmers have been able to talk about how they see agriculture, their current difficulties and the evolutions they are considering. With the high decrease of milk price, the decrease of milk production costs has been discussed: feeding dairy cows with grass is often a subject of debate between farmers and many different opinions were given. Some farmers already have grazing system (especially nearby Javené and Coglès). Others are thinking about increase the percentage of grass in their feeding system, to decrease milk production costs and to face the decrease of their income, even if they have to decrease milk production per cow. All the farmers don't say grass is cheaper than corn. According to some farmers, grass stocks are more expensive because they need more workforce. A few farmers think grass will be compulsory by law soon. Thanks to these results, we may think that in a context of low milk price and environmental obligations, some farmers, who used to think that cows should be fed with corn and soybean, may increase grass production.

1. INTRODUCTION

Grace à un climat doux et océanique qui procure une saison végétative longue, l'ensemble de la Bretagne bénéficie de conditions favorables à la production fourragère, qu'il s'agisse d'herbe ou de maïs (Léon, 2012). En effet, l'introduction de cette culture en 1965-1966 a introduit, selon Deléage, un modèle agricole dans lequel les bovins sont nourris sur la base d'une ration maïs-soja (Deléage, 2013). Bodereau fait quant à lui état de plusieurs logiques de production fourragère chez les éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine : les *herbagers* qui recherchent l'autonomie, les *performants par goût*, qui recherchent une productivité élevée grâce au maïs, les *performants par calcul* font pâturer uniquement au printemps et enfin les *prudents* dont la ration est basée sur le maïs mais qui recherchent une diversification autre que l'herbe (Bodereau, 2007). Deux systèmes de normes cohabitaient alors chez les éleveurs laitiers : système fourrager maïs-soja-herbe associé à un revenu basé sur le volume de production versus système herbager autonome et économe associé à un revenu basé sur la marge brute. Les lieux de discussion et de débat autour de ces deux systèmes étaient généralement peu poreux entre eux, à

l'exception de quelques bassins sur lesquels s'exerçait une forte pression réglementaire (Diaz 2015).

La fin du système des quotas laitiers en avril 2015 a conduit à une baisse des prix d'achats du lait aux éleveurs, ne couvrant pas systématiquement leurs coûts de production. Face aux messages portés par les industriels du lait et les scénarios envisagés par la Chambre d'Agriculture de Bretagne à la fin des quotas laitiers (Espinasse 2014), les collectivités responsables de la qualité de l'eau s'inquiètent d'une éventuelle intensification et d'une augmentation de la part de maïs dans la SFP bretonne. En effet, les bassins versants de la Haute-Rance et du Couesnon, qui approvisionnent notamment la ville de Rennes en eau potable (Eau du Bassin Rennais Collectivité, 2013; Eau du Bassin Rennais Collectivité, 2016), sont des territoires où l'élevage et en particulier l'élevage laitier est très développé (Agreste Bretagne, 2012). Mais l'intensification risque de conduire à des dégradations de la qualité de l'eau, ce qui a amené les organismes responsables de la qualité de l'eau à s'interroger sur les changements de pratiques envisagés. Dans ce contexte, comment les éleveurs voient la place de l'herbe dans leur système fourrager ? C'est la question à laquelle nous nous

intéressons dans cet article, à partir de l’analyse des échanges entre agriculteurs en réunion.

2. MATÉRIEL & MÉTHODES

Les pratiques d’un individu dépendent de sa façon de raisonner. Par ailleurs, les façons de voir les choses évoluent dans le dialogue entre pairs. C’est en effet au travers de l’échange avec leurs collègues que les agriculteurs peuvent peser le pour et le contre de telle pratique, telle innovation, et qu’ils vont débattre de l’intérêt d’une pratique (Darré et al, 2004). C’est pourquoi le choix a été fait d’utiliser un dispositif de réunions entre agriculteurs, qui nous permet de voir dans quelle mesure la place de l’herbe fait débat, et en quoi sa place dans le discours de éleveurs laitiers évolue, compte tenu du contexte. Pour cela, 5 secteurs (Javené, Bazouges-la-Pérouse et Coglès sur le Couesnon, Caulnes et Langourla sur la Haute-Rance) de 4 à 5 communes avec des réseaux de dialogue entre agriculteurs bien développés ont été identifiés par les différents collaborateurs du projet (Diaz, Ruault 2016). Selon le dispositif développé par Jean-Pierre Darré et le GERDAL, 2 réunions sont mises en place par secteur³. Tous les agriculteurs des secteurs identifiés ont été invités. Au cours de la première réunion par secteur, les agriculteurs sont invités à exprimer librement leurs préoccupations et les difficultés qu’ils rencontrent sur leurs exploitations. Lors de la deuxième, ils sont invités à traiter un problème en particulier et à envisager les pistes de solutions possibles. Les échanges lors de ces réunions constituent notre matériau de travail. Pour cet article, nous nous sommes concentrées sur l’identification et l’analyse de toutes les façons de voir l’herbe. Dans certaines réunions, des informations concernant les exploitations (SAU, nombre de têtes, système fourrager) et l’insertion socio-professionnelle des éleveurs ont été recueillies pour pouvoir faire le lien entre les façons de voir des agriculteurs et leur profil (parcours professionnel, âge, formation, origine sociale et géographique, statut familial, niveau de formation et réseau professionnel)⁴.

3. RESULTATS

Des points de vue très variables par rapport à l’herbe sont ressortis au cours des débats entre agriculteurs.

3.1 L’HERBE MOINS CHERE QUE LE MAÏS ?

3.1.1. L’efficacité économique du pâturage

En premier lieu, les agriculteurs ont parlé de l’herbe par rapport à ses coûts de production. En effet, face à la crise financière que subissent aujourd’hui les éleveurs laitiers, certains souhaitent diminuer leurs coûts de production, pour augmenter leurs marges. Ceci a amené un débat pour discuter des coûts de l’herbe et du maïs. Sans forcément faire évoluer le système, certains agriculteurs étaient d’accord pour dire que l’herbe est en effet moins coûteuse

que le maïs : « *c’est utiliser l’herbe quand même car le coût est moindre* » (1R1B). Un agriculteur déjà en système herbager a d’ailleurs parlé de raisonnement à la marge : « *nous on est assez proche du bio, beaucoup d’herbe, on raisonne beaucoup à la marge, à la surface. L’herbe c’est le meilleur aliment au moindre coût* » (5R1J). L’intérêt du système herbe est donc, pour certains éleveurs, de baisser leurs coûts de production. Les agriculteurs qui raisonnent de cette manière ne précisent pas clairement qu’il s’agit d’herbe pâturée mais le reste de leur discours le sous-entend.

3.1.2. Mais des stocks d’herbe qui coûtent plus cher que le maïs ensilage

Certains agriculteurs ne voient pas l’herbe comme étant moins coûteuse que le maïs car pour eux, l’herbe est associée à des **coûts de stockage** (par exemple l’ensilage) et de récolte et ces investissements sont perçus comme chers. Pour autant, certains choisissent parfois le système herbager : « *c’est moitié moins cher d’ensiler de l’herbe que du maïs. Sauf qu’en maïs en MS on sort 13 T à l’hectare et en herbe 2-3 T, et il faut faire plusieurs coupes. Donc en matière sèche ça ne revient pas moins cher* » (1R2L). Ces agriculteurs associent donc le stockage de l’herbe à des coûts de production plus élevés que l’ensilage de maïs, avec des besoins de main d’œuvre accrus pour constituer des stocks (herbe ensilée ou enrubannée). Quant au maïs, il est associé à des stocks stables, contrairement à la production d’herbe, qui est, au moins sur un territoire (le Mené), plus variable : « *ah cette année y’a de l’herbe. C’est la gestion par contre... Le maïs c’est la régularité, la stabilité quoi* » (1R2L). On comprend donc que le système maïs assure la régularité de la production laitière, puisque le stock alimentaire pour les animaux est pourvu. En revanche l’herbe implique une gestion plus complexe des stocks.

3.2. DES AGRICULTEURS DÉJÀ ENGAGÉS DANS L’AUGMENTATION DE LA PART D’HERBE

Parmi les éleveurs qui ont assisté aux réunions, plusieurs agriculteurs, sont déjà engagés dans la démarche d’augmentation de la part d’herbe et dans la diversification de l’assolement : « *je pars sur l’autonomie en herbe. J’ai déjà fait moitié moins de maïs que d’habitude* » (2R2L), « *moi j’y réfléchis, je bouleverse tout en ce moment. Le lait à 270€, ce n’est pas compatible avec le maïs* » (8R2Co). Ce changement dans le système fourrager est bien lié à une

³ L’une d’elle a été annulée faute de participants, ce qui explique que nous n’ayons pu analyser que 9 réunions.

⁴ Certaines informations concernant les agriculteurs étaient manquantes, et par conséquent, il arrive que l’analyse soit incomplète.

volonté de diminuer les coûts liés à l'alimentation des vaches et a donc pour objectif de diminuer les charges.

Sur les secteurs de Coglès (Couesnon) et de Javené (Couesnon) plusieurs agriculteurs ont expliqué produire d'ores et déjà de l'herbe, et depuis longtemps : « *j'étais très motivé et très bon dans l'herbe donc on a réussi grâce à ça* » (9R1Co).

3.3. L'HERBE POUR BAISSER LES CHARGES, QUITTE A BAISSER LA PRODUCTION

Des éleveurs estiment que l'herbe est un fourrage qui ne permet pas d'avoir des volumes de production élevés : « *on ne fera pas 12000 L avec de l'herbe* » (5R2Co). Cependant, des agriculteurs qui sont engagés dans la démarche d'augmentation de la part d'herbe, et également des agriculteurs en conversion à l'AB font fi de ce problème. L'important pour eux est de produire avec ce qui est disponible sur l'exploitation, et avec le moins d'intrants possible. Ils raisonnent à la marge : « *le quota n'est pas produit à 100% mais ce n'est pas grave car tout ce qui est produit est autonome, en maîtrisant les charges* » (1R1L). Le débat entre un éleveur bio et un non bio montre également que l'objectif n'est en aucun cas de diminuer la production, mais bien d'augmenter la marge : « *si on prend les bios, on sait très bien qu'ils vont baisser leur production par vaches. En bio ce qui compte, c'est le résultat final* » (2R1J) dit un éleveur en agriculture conventionnelle, ce à quoi son collègue en AB répond : « *on n'aura pas pour objectif de diminuer la production par vache, on aura pour objectif de réduire les charges et peut-être que ça aura comme conséquence de baisser la production. Mais l'objectif principal ce n'est pas de baisser la production* » (1R1J).

3.4. HERBE, TAILLE ET ORGANISATION DE L'EXPLOITATION

Enfin, certains agriculteurs considèrent que pour faire de l'herbe, il faut des surfaces accessibles pour le pâturage : « *j'ai peu de surfaces accessibles, et des vaches à 10 000, cela me convient. Ou il faudrait l'affouragement en vert, mais il faudrait faire du tracteur tous les jours [...]. Mais je ne veux pas faire de tracteur* » (6R1J) explique un jeune agriculteur. Pour lui, l'herbe doit donc être pâturée, ce qui n'est pas possible sur son exploitation. Un autre agriculteur, qui se décrit comme ayant une exploitation en système herbager explique : « *j'étais très motivé et très bon dans l'herbe donc on a réussi grâce à ça mais... En plus j'ai une départementale à traverser, c'est décourageant. J'ai demandé pour un boviduc, mais ils me demandaient 60 000€, sans aide, sans rien. Alors ce n'était pas possible.* » (9R1Co). Ceci est à associer au fait qu'au cours de plusieurs réunions, des agriculteurs ont évoqué le besoin d'un aménagement foncier (en particulier à Coglès, mais aussi sur Langourla) et ont parlé des difficultés à s'entendre

entre agriculteurs quant à ces possibilités d'aménagement foncier. Une autre agricultrice pense en revanche que ce n'est pas parce que le parcellaire est bien organisé que l'éleveur va choisir le système herbager. Elle constate visiblement que certains de ses collègues ont des parcellaires très groupés autour de l'exploitation, mais vont tout de même faire du maïs plutôt que de l'herbe : « *des fois on voit des fermes qui font du maïs alors qu'ils ont tous les terres autour et un autre il a des champs partout et il essaie de faire de l'herbe* » (3R2Co). Le parcellaire ne serait donc pas le seul facteur de choix du système herbager.

Par ailleurs, au moins deux agricultrices pensent que l'autonomie fourragère n'est pas possible pour les gros quotas : « *on peut pas toujours être autonome pour les gros quotas et les grosses structures* » (3R2Co), « *ça dépend du système. Si grande exploitation intensive : difficile d'être autonome* » (1R2Co).

Le développement de l'herbe dépendrait donc, au moins partiellement, de l'organisation du parcellaire, de la taille de l'exploitation et du niveau de production

3.5. LES DEBATS SUR L'HERBE VARIABLES SELON LES SECTEURS

3.5.1 : Des débats moins présents dans les secteurs considérés comme « plus intensifs » ?

Nous remarquons également que selon les secteurs, la question de l'herbe est plus ou moins débattue : sur les secteurs de Bazouges (Couesnon), et de Caulnes (Haute-Rance), aucun agriculteur n'a fait part d'une volonté d'augmenter sa part d'herbe. Dans l'étude préalable au projet, ces deux secteurs sont d'ailleurs identifiés par les techniciens de bassin-versant comme des secteurs « plus intensifs », où les fermes sont dotées de quotas laitiers plus importants (Diaz, Ruault, 2016). En revanche, on voit sur les autres secteurs des agriculteurs avec des profils très différents augmenter leur part d'herbe (jeunes et moins jeunes, en société ou non, avec différents niveaux d'investissements...). L'herbe n'a donc pas le même attrait sur tous les secteurs.

3.5.2 : L'herbe, une solution envisagée sur des secteurs avec de fortes contraintes environnementales locales ?

Sur le secteur de Coglès (bassin versant du Couesnon), où les exploitations sont plus petites avec moins de marge de manœuvre pour l'agrandissement, et où les contraintes environnementales sont fortes depuis la mise en place des

périmètres de protection des captages d'eau⁵, un agriculteur pense que de plus en plus d'agriculteurs développent l'herbe : « déjà cette année je trouve qu'on fait plus de coupes d'herbe dans l'ensemble. Y'a 10-20 ans on faisait moins d'herbe » (XR2Co). D'autres éleveurs du même secteur voient le retour à l'herbe comme une obligation, car de plus en plus de phytosanitaires sont interdits sur le maïs, qui donne donc des rendements inférieurs. Un éleveur se demande si la réglementation n'incite pas les agriculteurs à aller vers des systèmes réputés moins polluants, avec plus d'herbe et moins de maïs : « on s'aperçoit d'une chose, on tend à aller vers là, tous les ans, avec des bandes enherbées plus larges, de façon à ce qu'il y ait moins de pollution [...] le système herbe, est-ce qu'on n'est pas poussé vers ça ? » (5R2Co).

3.5.3. Deux hypothèses complémentaires : Le rôle de l'animation agricole sur les bassins versant et des conditions pédoclimatiques

Deux autres hypothèses liées aux secteurs peuvent être émises. Sur le secteur de Javené, on peut supposer que les agriculteurs qui sont venus aux réunions sont des agriculteurs qui ne sont pas représentatifs du secteur, car beaucoup de ces agriculteurs étaient déjà engagés dans des systèmes herbes, alors que ce secteur est plutôt intensif. L'animation d'EBR depuis de nombreuses années, et donc le travail avec les agriculteurs plus extensifs a pu motiver ces agriculteurs à assister aux réunions. Enfin sur le Mené, le contexte pédoclimatique, avec des terres froides moins propices au maïs permet probablement d'expliquer en partie le débat autour de l'herbe sur ce secteur.

DISCUSSION

Cette étude fait état d'avis contrastés sur les avantages et intérêts de l'herbe par rapport au maïs, et de ses possibilités de mise en pratique.

Deléage faisait état d'un modèle agricole généralisable et uniforme, dont la principale source d'alimentation pour les vaches laitières serait le maïs, souvent associé au soja (Deléage 2013) mais également de dynamique de recherche d'autonomie, via le système herbager (Deléage 2004). Les résultats de notre étude montrent également cette recherche d'autonomie, qui peut selon certains agriculteurs, permettre de diminuer les coûts de production. Ce sont également les conclusions de Coquil (Xavier Coquil 2014) qui explique que les systèmes autonomes ont l'avantage de nécessiter peu d'intrants pour les cultures, qu'ils évitent de compléter les rations avec des concentrés protéiques onéreux et qu'ils dégagent 14 % de résultat courant supplémentaire, malgré

un produit inférieur à 21% à celui de la moyenne des exploitations bretonnes (Le Rohellec, *et al*, 2009).

Par ailleurs, Bodereau a montré que les agriculteurs *herbagers* étaient très souvent investis dans des réseaux tournés vers l'agriculture biologique (Bodereau 2007). Les éleveurs en système herbager auraient donc un profil particulier. Si le manque d'informations sur les agriculteurs qui ont participé à notre étude ne permet pas de tirer de conclusion tranchée, on voit aujourd'hui que le développement et la conduite de l'herbe sont discutés par tout le monde, et pas seulement les *herbagers* : jeunes et plus âgés, agriculteurs bio ou non, salle de traite ou robot, niveaux d'étable et de production par vache différents. Par ailleurs, c'est bien le contexte économique qui pousse ces éleveurs à réfléchir à ces systèmes, avec des différences selon les secteurs, que l'on peut mettre en lien avec les réglementations environnementales locales plus ou moins limitantes. Dans ce double contexte de contraintes, nous constatons une évolution de la perception de l'herbe. Dans les secteurs « plus intensifs », et moins contraints par la réglementation environnementale, les agriculteurs parlent peu de développement de l'herbe. Dans les secteurs limités par la réglementation, ou proches de ceux-ci, les agriculteurs échangent des arguments précis sur cette solution, ce qui prouve qu'elle est actuellement objet de débat entre agriculteurs.

Enfin, la place qui est aujourd'hui accordée à l'herbe dans les référentiels professionnels, semble être de plus en plus importante, comme en témoignent certains articles parus dans Ouest France autour du SPACE ou des revues spécialisées dans l'élevage laitier en septembre. Il serait intéressant de vérifier cette hypothèse par une analyse textuelle approfondie.

Ces échanges d'arguments autour de la place de l'herbe dans le système fourrager nous permettent de faire l'hypothèse que la norme professionnelle du système maïs-soja comme norme professionnelle majoritaire dans les élevages laitiers est en cours d'évolution, avec une variabilité selon les secteurs, peut-être liée à la réglementation sur l'eau, aux animations de bassins versants réalisées ou encore aux conditions pédoclimatiques plutôt favorables à la culture de l'herbe.

CONCLUSION

L'herbe fait aujourd'hui l'objet d'une réflexion parmi les éleveurs qui souhaitent faire baisser leurs coûts de production. Si la plupart s'accorde à dire que la culture de l'herbe est en effet moins onéreuse à partir du moment où l'herbe est pâturée, les coûts de stockage peuvent poser problème à certains agriculteurs. La crise économique qui frappe le secteur laitier depuis la fin des quotas risque donc, sur certains secteurs, d'engendrer des effets totalement contraires à ceux attendus à la libération des quotas : plutôt que d'intensifier la production fourragère,

⁵ Sur le Coglais, deux secteurs sont particulièrement contraints en matière de contraintes environnementales : les Drains de la ville de Rennes vont passer prochainement en périmètre de

protection de captage, le bassin versant des Echelles, bassin versant en contentieux européen, connaît déjà des restrictions sur les épandages.

de nombreux éleveurs remettent ainsi en cause le système basé sur le maïs et le soja, au profit de l'herbe.

approche par le développement des mondes professionnels. Mirecourt : AgroParisTech.

AGRESTE BRETAGNE, 2012. *Agreste Bretagne-Territoire Cadrage 2010 et pratiques agronomiques 2011.*

BODEREAU, Antoine, 2007. *Diversité des logiques d'éleveurs laitiers en Ille-et-Vilaine (Bretagne).* Angers : Ecole Supérieure d'Agriculture.

DARRÉ, Jean-Pierre, MATHIEU, Anne et LASSEUR, Jacques, 2004. *Le sens des pratiques: Conceptions d'agriculteurs et modèles d'agronomes.* Editions Quae. ISBN 978-2-7380-1116-9.

DELÉAGE, Estelle, 2004. *Paysans, de la parcelle à la planète : Socio-anthropologie du réseau agriculture durable.* Paris : Syllepse. ISBN 978-2-84797-083-8.

DELÉAGE, Estelle, 2013. *Agricultures à l'épreuve de la modernisation.* Versailles : Quae éditions. ISBN 978-2-7592-1957-5.

DIAZ, Marion et RUAULT, Claire, 2016. *Rapport d'étude préalable: informations nécessaires à l'élaboration du dispositif de prospective participative sur le bassin versant de la Haute-Rance.* Rennes.

DIAZ, Marion, 2015. *La transition territoriale vers la durabilité du système agro-alimentaire - Contributions pour une adaptation de la MLP, thèse de doctorat en sciences humaines et sociales.* Rennes : Agrocampus Ouest.

EBR, 2016. Le prélèvement d'eau dans le Couesnon - *Eau du Bassin Rennais Collectivité* [en ligne]. avril 2016. [Consulté le 2 mai 2016]. Disponible à l'adresse : http://www.eaudubassinrennais-collectivite.fr/articles-du-site/le-prelevement-d-eau-dans-le-couesnon.html?cat_id=24

EBR, 2013. *Qualité des eaux brutes bassin versant de la Haute-Rance* [en ligne]. EBR. Disponible à l'adresse : http://www.eaudubassinrennais-collectivite.fr/images/4-RECONQUETE-QUALITE-EAU/2-BV-haute-rance/HR2013_BilanQualEau.pdf

ESPINASSE, Rémi, 2014. *Quelle Bretagne laitière dans 10 ans?* Terra. mars 2014. pp. 9.

LE ROHELLEC, Catherine et MOUCHET, Christian, 2009. *Analyse de l'efficacité environnementale et énergétique de la mesure agri-environnementale « Système fourrage économe en intrants » (SFEI) à partir de l'analyse de pratiques de 44 signataires. campagne culturelle 2006/2007.* 2009. pp. 4.

LÉON, Anne-Sophie, 2012. *Les changements de pratiques en agriculture.* Université de Rennes 2.

XAVIER COQUIL, 2014. *Transition des systèmes de polyculture élevage laitiers vers l'autonomie. Une*

Annexe 7 : Panneaux présentés lors de la réunion sur la valorisation des produits (Fougères, 20 janvier 2017)

Comment reprendre la main sur les filières longues ?

Comment renouer le dialogue avec les industriels ?



Un constat : « on a perdu le contrôle », « il faut garder la main sur les filières »

Des objectifs :

- Améliorer le prix payé aux producteurs en valorisant les changements de pratiques agricoles
- Ne pas subir les projets des transformateurs, participer à leur élaboration
- MAIS sans changer de métier, rester producteur dans une filière !**

Pour cela :

- renouer le dialogue entre producteurs et opérateurs aval de la filière,
- être partie-prenante dans les décisions, dans les projets
- proposer des alternatives (segmentations de marchés)

Des exemples d'initiatives

Améliorer le lien avec les transformateurs

Association des producteurs Mont Blanc



Objectifs :

- Tisser des liens entre agriculteurs
- Créer un lien avec la laiterie
- Reprendre sa place au sein des activités de la laiterie
- Négocier les projets, les prix

Forme de l'initiative : association loi 1901 reconnue OP en mars 2016

Accompagnement : Chambre d'agriculture

Quelques résultats :

- Echanges entre éleveurs
- Evènements conviviaux entre agriculteurs et laiterie
- Implication dans les projets de la laiterie, échanges en cours
- Formations des agriculteurs en cours (coûts de production, négociation)

Valoriser les changements de pratiques par les marques (segmentation de marché)

Bleu Blanc Coeur

Objectifs :
Valoriser des pratiques qui concilient santé (Oméga 3), environnement (moins d'émission de GES)

Cahier des charges :

- Utiliser des fourrages sélectionnés pour leur richesses en Oméga 3 (dont herbe)
- Interdiction de l'emploi de certaines substances (huile de palme)
- Organiser la traçabilité



Qui porte ?
Initiative de Valorex. L'association BBC rassemble agriculteurs, médecins, scientifiques et autres maillons de la filière

Exemple dans les industries : mise en place de Agrilait BBC (Agrial), Nouvelle Agriculture (Terrena)

Heumilch (Lait de Foin)



Objectifs :

- Communiquer sur les spécificités du lait de foin, et de ses bienfaits sur la santé
- Valoriser les systèmes herbagers sans ensilage

Qui porte : coopération entre producteurs, transformateurs et revendeurs

Reconnaissance : marque reconnue par l'Europe comme Spécialité Traditionnelle Garantie

Aujourd'hui : 15% du lait produit en Autriche

Projet en France : cf. SEGRAFO

Comment retrouver une autonomie de décisions sur la valorisation des produits, tout en commercialisant de gros volumes ?

AGRO
CAMPUS
OUEST

Un constat : une difficulté pour la segmentation du marché : la traçabilité du lait

- « Chez nous les vaches vont dehors (...) mais les gros élevages où les vaches ne sortent pas, ça va avec, tout est mélangé ! Y a quand même deux sortes de lait »
- « Nous c'est Lactalis , mais on est collectés par la CLEPS »
- « Comment se réunir pour influencer les grandes surfaces ? Les petites initiatives restent marginales... »

Des objectifs :

- Améliorer le prix payé aux producteurs en **valorisant les changements de pratiques, les évolutions dans la production**
- **Et écouler de gros volumes en collectif, et retrouver la maîtrise de la commercialisation de ses produits**

Pour cela :

- ➔ créer un outil de transformation des produits géré par les éleveurs
- ➔ assurer une qualité spécifique aux consommateurs (environnement, lien au territoire, santé...)

Des exemples d'initiatives

En direct des éleveurs



Objectifs :

- Obtenir un « prix juste » pour son travail
- Maîtriser l'ensemble de la chaîne (production, collecte, transformation, vente) ➔ autonomie
- Valorisation du territoire et des pratiques

Segmentation du marché : BBC (puis Bio)

Quelques infos :

- Investissement global : 8 000 000 €
- Financement : banques, crowdfunding, subventions, éleveurs
- Prix payé à l'éleveur : 40 cts/L
- Distribution : GMS Magasin U, Leclerc sur le Grand Ouest

La Fromagerie Bio du Maine



Objectifs :

- Reprendre la main sur la transformation du lait bio (crise)
- Prolonger et redonner vie à la tradition locale de production fromagère

Segmentation du marché : Bio, fromage avec ancrage historique local

Accompagnement : ancien animateur syndical devenu salarié

Quelques informations :

- 1 million de litre de lait transformé sur 9 millions de litres produits (le reste continue d'être livré aux laiteries classiques qui valorisent le lait bio)
- Distribution : 300 magasins (Mayenne, Bretagne, Normandie)

Comment vendre en direct quand on est loin des centres de consommation ?

AGRO
CAMPUS
OUEST

Des préoccupations: éloignement des centres de consommation, temps de travail

« La vente directe, y'en a qui ont essayé, mais c'est difficile en milieu rural. »

« La vente directe, ça demande de la transformation, du travail, on est déjà au taquet ! »

Des objectifs :

- Améliorer le prix payé aux producteurs en valorisant les changements de pratiques, les évolutions dans la production
- **Retrouver la maîtrise de la commercialisation de ses produits, avec des investissements qui restent modérés**
- **Accéder aux bassins de consommation éloignés**

Pour cela :

- ➔ **Se grouper pour mutualiser les moyens de transformation et / ou de distribution**

Des exemples d'initiatives

Saveurs au Gallo

(multiproduits, Pays de Fougères)



Objectifs :

- Valorisation d'une agriculture locale, pratiques respectueuses de l'environnement et sans OGM
- Équité entre producteurs et acteurs économiques, répartition de la valeur ajoutée
- Créer des liens entre producteurs, organiser la production

Accompagnement : Ecosolidaire (Pôle ESS du Pays de Fougères)

Statut : Association loi 1901 entre producteurs, des acteurs économiques et de la société civile du Pays de Fougères

Fonctionnement : pour les particuliers, commande en ligne sur le site internet et enlèvement 3 jours après sur des points de dépôts.

GIE Bio Divers Cités

(multiproduits bio, Basse Normandie)



Objectifs :

- Mieux valoriser les produits en se groupant pour vendre à Paris
- Travailler ensemble, voir du monde

Accompagnement : par un autre GIE « les fermiers bio de Normandie »

Statut : GIE

Fonctionnement : commande mensuelle en ligne par les particuliers via un site internet. Livraison sur des points de dépôts en région parisienne.

Quelques infos : Le prix payé au producteur correspond à 85% du prix de vente TTC au consommateur

« De la terre à l'assiette »

(multiproduits-viandes, 44, Nozay)



Objectifs :

- Mieux valoriser les produits issus de l'élevage (multi-produits)
- Mettre un outil de transformation à la disposition des éleveurs du territoire

Accompagnement : Civam, collectivités territoriales

Statuts : CUMA et SARL

Fonctionnement : la CUMA gère la découpe, la transformation, et si besoin les livraisons. La SARL rassemble 10 producteurs pour la commercialisation des produits (restauration collective, professionnels, point de vente collectif)

Annexe 8 : Articles de presse Terre d'Innovations

Terres agricoles de Bretagne, 16 décembre 2016 :

12 **actualité**
16 décembre 2016

Innovater, entreprendre : des choix quotidiens

Le colloque "terres d'innovation" a réuni une soixantaine de personnes en quête de solutions concrètes à mettre en place sur leurs exploitations. Les innovations peuvent être concentrées sur des techniques de travail mais portent aussi sur des solutions pour améliorer ses relations interpersonnelles et monter les projets au long cours.

Pour la seconde édition, la MFR de Fougères et la chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine ont organisé un colloque sur l'innovation. Agriculteurs, étudiants, chercheurs réunis en forum à Fougères (35) ont échangé à partir d'expériences réussies dans l'objectif de transposer ces innovations dans les exploitations du secteur. Organisation du travail, performances, procédures collectives sont des initiatives qui ont été abordées dans une atmosphère très participative.

Connaître et se connaître
L'agriculture est souvent soumise à des changements importants, parfois radicaux, que ce soit dans l'organisation du travail ou face aux attentes fluctuantes de la société. Si cette agriculture a prouvé sa capacité d'adaptation, François Guerrier, enseignant à Agrocampus-Rennes reconnaît "qu'on ne change jamais pour changer. Il y a toujours un élément déclencheur qui pousse à modifier son quotidien. Le premier travail est de se demander où est notre pouvoir d'agir et assumer sa capacité à réussir". Entrepreneur, l'agriculteur aime conserver son autonomie, l'enseignant estime que pour rester maître de ses décisions, il faut "conserver l'estime de soi qui permet de tenir dans les moments de transition toujours difficiles, d'être clair sur son éthique professionnelle, ses valeurs, mais aussi de se construire des références". Intégrer des groupes de travail, s'informer, se documenter sur les chiffres, évaluer les performances



> Agriculteurs, étudiants, chercheurs réunis en forum à Fougères (35) ont échangé à partir d'expériences réussies dans l'objectif de transposer ces innovations dans les exploitations du secteur.

de ses pairs permet de prendre des décisions éclairées et gagner en productivité. Des propos confirmés par un exploitant membre de groupe de travail : "On échange sur notre autonomie protéique, on analyse nos résultats techniques et économiques entre agriculteurs et parfois avec l'appui d'un technicien". Ce type de "formation continue" est pratiqué par bon nombre d'agriculteurs qui cherchent à dynamiser les performances de leur exploitation. "La mise en commun des expérimentations, les échanges entre agriculteurs sont souvent très productifs. Très pragmatiques, ils savent comment adapter les bonnes idées pour les concrétiser", assure Marion Diaz, sociologue d'Agrocampus Ouest. Pour François Guerrier, l'une des clés pour réussir le changement est "de s'autoriser à tâtonner. Les réponses ne sont pas toujours simples, il est important de développer ses capacités à apprendre, à se mettre en question, à communiquer..."

Être actif sur son territoire
Associations, syndicats, Cuma, organisations professionnelles, mairies, les agriculteurs ont de nombreuses occasions de s'impliquer dans la vie locale et sont très sollicités. Cependant, ils expriment parfois des difficultés de timing : "l'agriculture a façonné un système agricole pour produire toujours plus. Au moment de l'installation, il faut prévoir de se dégager du temps libre", estime Pierre, agriculteur sur le secteur de Fougères, qui ajoute : "quand je vois des réunions du conseil régional ou communautaire qui débutent à 18h, je sais qu'il est difficile pour un agriculteur de s'y rendre, or il est essentiel d'y être. Participer aux débats dans ces instances nous prémunit de beaucoup de déconvenues. Sinon, ce sont majoritairement les retraités et les fonctionnaires de l'Etat qui décident pour nous !". Ne pas tout attendre des autres, se fédérer, mobiliser ses compétences pour être "consom'acteur" de son territoire semblent être des pistes de travail intéressantes pour les agriculteurs et agricultrices de demain. Gérard Peltre, président de Ruralité environnement et développement, estime que les agriculteurs ont "intérêt à se faire entendre, notamment auprès des instances européennes. La ruralité représente 80 % du territoire, 58 % de la population et 56 % de l'emploi, vous avez le droit à la parole. Les budgets seront toujours contraints, notamment ceux de la PAC 2020, je vous propose de co-écrire un livre blanc de la ruralité en tenant compte du calendrier et de l'agenda européen pour peser sur les décisions qui vous concernent".

Hélène Bonneau

Les agriculteurs, très pragmatiques, savent comment adapter les bonnes idées pour les concrétiser

Marion Diaz, sociologue d'Agrocampus Ouest



Paysans Bretons, 16 décembre 2016 :

S'ouvrir pour apprivoiser le changement

Terres d'innovations Se former, s'informer, s'ouvrir aux autres et s'engager sont des leviers qui permettent de mieux gérer les changements.

Organisée en partenariat entre la Chambre d'agriculture et la MFR de Fougères, la seconde édition du forum Terres d'innovations a eu lieu le 8 décembre autour du thème « *Faire autrement est-ce si gênant ?* ». L'après-midi a été nourri de nombreux témoignages d'agriculteurs locaux.

Echanges parcellaires sur 7 ans

Pendant 7 ans, Jérôme Charrière a pris part à un projet local d'échanges parcellaires amiables. « *La quinzaine d'agriculteurs concernés étaient volontaires, la plus grande difficulté est venue des propriétaires : une cinquantaine en tout* », explique le producteur qui, avec un autre agriculteur, a donné beaucoup de son temps pour que le projet aboutisse.

« *Au final, les agriculteurs sont contents, avec des vaches qui ne vont plus sur les routes. Grâce à des cartographies, les propriétaires ont pris conscience qu'un parcellaire plus cohérent donne de l'intérêt à leurs terres.* » Christophe Lechable a, quant à lui, dû faire face à un manque de capacité de stockage d'effluents. « *Nous avons fait le choix d'un séparateur de phase il y a deux ans, pour le même coût qu'une ferme. L'intérêt est pour nous de transporter un fumier plus*



Agriculteurs, acteurs du territoire et jeunes de la MFR ont planché sur le changement, le 8 décembre à Fougères.

compact, de meilleure valeur... »

Des Pays-Bas à Feins

Pour Arie Uitenbroek, le changement a été radical, puisqu'il a décidé de quitter les Pays-Bas en 2002 où il ne pouvait pas développer son exploitation du fait de la concurrence foncière. Il a saisi une opportunité à Feins où il produit aujourd'hui 630 000 L de lait sur 80 ha. « *La Bretagne a beaucoup d'atouts* », précise l'éleveur qui souligne par contre un point faible en France en comparaison à son pays natal : « *Le manque de réactivité des marchés laitiers...* »

« *Souvent, on préfère se convaincre que les difficultés viennent d'ailleurs, et on ne*

bouge pas. Mais des leviers existent pour agir. Avec l'Europe, nous devons construire une action collective. Il faut d'abord savoir où l'on veut aller et agir en fonction des calen-

driers. Pour la nouvelle Pac, il faut présenter un projet avant fin 2017 », insiste Gérard Peitre, président de « *Ruralité environnement et développement* ». Agnès Cussonneau

S'ENGAGER POUR MOINS SUBIR

Plusieurs producteurs ont souligné l'importance de l'engagement comme « moyen de faire face à ce qui nous entoure. » « *On peut s'engager à petite échelle, selon son emploi du temps, ses compétences... Se former à la prise de responsabilités est possible via la formation Agil Avenir organisée par les JA d'Ille-et-Vilaine. Mais c'est surtout*

en faisant qu'on apprend », souligne Lionel Mazier qui s'est engagé à différents niveaux depuis son installation (syndicat, Cuma, projet de méthanisation...). « *Aujourd'hui, nous sommes trop peu nombreux à défendre la profession. Nous devons être présents dans les lieux de dialogue et de décision* », expriment d'autres agriculteurs.

Annexe 9 : Plan détaillé provisoire du livret méthodologique

INTRODUCTION

Une réflexion qui s'inscrit dans un contexte particulier :

- la nécessité de poursuivre / renforcer les évolutions engagées et les « efforts » du monde agricole pour maintenir ou rétablir la qualité de l'eau en Bretagne ;
- une crise de l'élevage qui s'installe et fragilise les exploitations.

Le travail proposé aux agriculteurs sur deux bassins versants bretons dans le cadre du projet « Prospective sur l'évolution des systèmes agricoles sur les territoires bretons en lien avec la reconquête de la qualité de l'eau », piloté par le CRESEB, s'inscrit dans ce double contexte. ([Présentation des objectifs de ce travail](#))

Une expérimentation qui débouche sur des résultats utiles à l'action pour les animateurs agricoles de BV et plus largement pour tous ceux qui sont amenés à intervenir en appui aux agriculteurs dans un but de changements de pratiques en lien avec les enjeux environnementaux.

L'objectif de ce document : à partir des questions que se posent les animateurs agricoles de BV, restituer les réflexions et les enseignements méthodologiques que l'on peut en tirer.

Ces enseignements portent à la fois sur les conditions qui permettent de construire un dispositif d'intervention opérationnel sur un territoire donné et, pour les animateurs agricoles, de se positionner dans l'ensemble des acteurs qui interviennent auprès du monde agricole :

- renforcer la position des animateurs de BV ;
- construire un partenariat interinstitutionnel pour augmenter l'efficacité de l'intervention ;

et sur les moyens, outils et compétences de l'appui aux agriculteurs pour inciter / accompagner des changements de pratiques, en prenant en compte leurs préoccupations et les questions qu'ils se posent sur la pérennité de leurs activités :

- les conditions de mobilisation des agriculteurs
- la posture, les compétences et outils méthodologiques de l'appui au changement de pratiques en groupes.

Ils s'appuient sur différents matériaux : les résultats concrets du travail mené sur les deux bassins versants (étude préalable et déroulement des travaux de groupes), les ateliers d'échange méthodologique qui ont réuni périodiquement durant deux ans l'ensemble des animateurs concernés⁶ et les chercheurs⁷, des entretiens individuels avec les animateurs en début et fin de projet. Enfin ils ont mobilisé tout au long du travail les travaux du GERDAL⁸.

A qui s'adresse ce document ? : aux animateurs agricoles de BV qu'ils interviennent pour le compte de collectivités ou d'organismes de développement et plus largement aux agents de développement qui interviennent en appui à des collectifs autour des questions de transition agroécologique.

Présentation du document

- Une construction qui s'appuie sur les questions posées par les animateurs BV
- Des chapitres qui peuvent être lus indépendamment les uns des autres

⁶ Sur le BV Couesnon : Sylvie Le Roy (coordinatrice SAGE Couesnon), Valentin Garault (animateur agricole SMPBC), Aurélie Lajoie (Conseillère en développement territorial Chambre d'Agriculture 35), Céline Renfort, puis Jo de Ridder (animatrice de BV - SI Couesnon aval), Anne Briend (Conseillère élevage CA35, Animatrice BV Haute Couesnon) ; Jérémy Lacour (EBR, Protection de la ressource en eau sur le Haut-Couesnon)

Sur le BV de la Haute Rance : Anne Laporte (Conseillère agronomie CA35, Animatrice agricole BV), Fabienne Thomas (Conseillère agronomie CA22, Animatrice agricole BV Haute Rance), Daniel Helle (EBR, Protection de la ressource en eau sur la Haute Rance)

⁷ Marion Diaz (Agrocampus Ouest), Claire Ruault (GERDAL), Marc Nougier (Ingénieur Economiste INRA SMART)

⁸ Travaux sur les fondements sociologiques de l'innovation et les processus de changement technique en agriculture, outils méthodologiques de l'appui aux collectifs expérimentés dans différents contextes.

Un document qui peut servir de support de formation auprès des animateurs de BV sur la mobilisation et l'accompagnement de collectifs de projets agricoles au service de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Animateur agricole de BV : une position inconfortable à consolider

Le rôle de l'animateur agricole de bassin-versant : des missions multiples et floues

Concilier la qualité de l'eau et développement agricole : quelles missions pour l'animateur agricole de BV ?

Qualité de l'eau liée au changement de pratiques agricoles. Or le changement n'est pas un but en soi pour les agriculteurs, on change pour améliorer son travail, pour régler des problèmes

L'animateur agricole de BV, pour favoriser les changements de pratiques, doit alors se positionner dans une dynamique plus large de développement agricole (**définition**) → Donc une question centrale du métier est « comment inscrire durablement l'amélioration de la qualité de l'eau dans le développement agricole ? ». Or ce lien n'est pas toujours évident : pas reconnu par tous les financeurs, faible légitimité pour les acteurs de l'eau auprès des agriculteurs. En conséquence, les animateurs s'impliquent de façon variée dans les actions de développement agricole : (*liste des 3 types d'animateurs, Expl à partir des entretiens*)

Cette question au cœur du métier se décline à travers des missions très différentes les unes des autres, dont les animateurs se saisissent de façon diverse d'un secteur à l'autre. *Liste des missions, verbatim animateurs*

- ⇒ Comment définir les missions d'un animateur agricole de BV ? → pas traité dans ce document, un travail à faire dans chaque organisation selon la stratégie politique définie par ses membres

Des actions méconnues et déconnectées des autres actions de développement sur le territoire

Les animateurs font également le constat que leurs actions sont peu connues sur les secteurs sur lequel ils interviennent, et ce malgré la définition des actions après une phase de concertation avec de nombreux acteurs locaux. (*Verbatims*)

Les questions que posent les animateurs est donc celle-ci :

- ⇒ Comment faire pour rendre plus lisibles les actions auprès des agriculteurs ? → L'une des pistes de solution envisagées pour clarifier les interventions sur un même secteur est de mieux travailler avec les autres acteurs du développement agricole.
- ⇒ Comment approfondir le lien avec le terrain, au-delà des représentants professionnels ? → réflexion sur la gouvernance

Ces points seront abordés **dans le chapitre 2**

Des questions /difficultés rencontrées

Comment mobiliser des agriculteurs sur des actions liées à la qualité de l'eau ?

- Un constat : **peu de mobilisation** dans les actions collectives, **et ceux qui viennent sont toujours les mêmes** : des représentants professionnels ou des gens que l'on voit régulièrement dans le cadre de nos actions *Verbatim*
- Des hypothèses concernant l'invitation, le contenu de l'action, et la modalité de travail (*Lister els hypothèse, Verbatims*)
- Des évolutions dans les pratiques des animateurs pour mieux mobiliser les agriculteurs (*Lister les évolutions, Verbatims*)

Nous proposons de discuter ces hypothèses et ces modalités d'intervention dans le **chapitre 3**

Comment accompagner le changement pour une amélioration de la qualité de l'eau ?

- Démarches individuelles ou collectives ? Qu'est-ce qui est le plus efficace ? (*Verbatims*)
- Comment faire pour définir avec les agriculteurs des actions qui les intéressent ? (*Verbatims*)
- Comment accompagner les agriculteurs en m'assurant que je travaille pour l'amélioration de la qualité de l'eau (*Verbatims*)

Nous proposons d'aborder ces questions dans le **chapitre 4**

Construire un partenariat efficace pour agir ensemble sur un territoire

L'objectif : Renforcer la cohérence des actions de développement agricole sur un territoire

Contexte et objectifs initiaux du projet, pour les chercheurs et les animateurs (verbatim ?). Du point de vue des agriculteurs, il s'agissait d'améliorer la lisibilité des actions de développement, de montrer la complémentarité des acteurs intervenants et de leurs champs d'intervention.

Principe 1 : Construire le partenariat institutionnel

Elargir le partenariat pour assurer la cohérence de l'action : Concrètement, il s'agit :

- d'identifier les actions agricoles mises en œuvre sur le secteur afin d'articuler au mieux l'intervention avec ces actions,
- d'identifier les acteurs à impliquer dans l'animation du dispositif,
- de sortir des logiques institutionnelles pour se mettre au service du développement agricole du territoire.

Développer, donner des ex à partir de la note de cadrage, difficultés rencontrées :

- ⇒ des animateurs avec des marges de manœuvres variables, importance qu'ils y voient leur intérêt
- ⇒ un risque de brouiller les cartes ?

Principe 2 : Se donner un cadre de réflexion commun pour agir ensemble

Pouvoir échanger entre animateurs et avec les acteurs de la recherche sur les objectifs qu'on poursuit, les questions qu'on se pose, les résultats et les difficultés qu'on rencontre au fil de l'action, une condition pour améliorer le dispositif de travail, mais aussi pour prendre du recul sur la démarche mise en œuvre et plus largement sur métier → des réunions sous forme **d'ateliers d'échange méthodologique très productifs** (*comment ils se sont déroulés et ce que ça permet + Verbatims*)

Comment faire : des résultats au-delà du cadre du projet

Favoriser la circulation de l'information, donner de la cohérence aux actions territoriales

La co-animation des réunions, els ateliers méthodologiques, les échanges informels entre les réunions ont permis de créer une relation de confiance et de favoriser la circulation de **l'information et la mise en relation entre acteurs**. (*décliner plus concrètement*)

Clarifier ses missions et progresser dans son travail par l'échange de pratiques

Pour certains : clarification de leur mission et de leur rôle en tant qu'animateur

Pour d'autres : la clarification des missions semble plus complexe et nécessite du temps ==> Prolongement nécessaire par une formation sur la mobilisation et l'animation de collectifs agricole et ruraux.

Décloisonner les relations institutionnelles entre animateurs, rendre possible des collaborations

Enfin, ce sont les jugements des animateurs de différentes institutions, les uns sur les autres, qui ont été modifiés (*Exemple*)

Développer de nouvelles actions dans le prolongement de la prospective

- ⇒ précisions et Exemples

Elargir le partenariat au service de la mobilisation des agriculteurs : pistes de réflexion

S'appuyer sur des collectifs existants ? : à quel moment ?

(*explication, précision et exemples*)

Comment faire en sorte que les actions agricoles mises en place sur le bassin versant soient mieux connues par les agriculteurs ?

(*explication, précision et exemples*)

Mobiliser les agriculteurs et constituer des groupes.

Introduction : la question de la mobilisation des agriculteurs, une question récurrente et transversale aux actions de développement agricole.

Une question partagée par les agents de développement quel que soit leur ancrage institutionnel

Exemples (extraits des ateliers méthodo + difficultés exprimées par les animateurs lors de formations)

Une question à plusieurs facettes : à la fois celle de « comment s'y prendre concrètement » pour inviter les agriculteurs à venir à une réunion, à intégrer un groupe, à participer à une activité qui leur est proposée ; mais c'est aussi celle de comment toucher de nouveaux agriculteurs (« comment élargir son réseau de contacts »), comment intéresser des agriculteurs qui ne sont pas déjà engagés dans des changements de pratiques, qui ne se sentent pas forcément concernés par les enjeux ou les objectifs qu'on leur propose ? → *lien avec chapitre 1*

C'est donc une question qui invite à une réflexion méthodologique mais en amont qui interroge aussi les relations de l'agent de développement avec les agriculteurs de son territoire (son ancrage terrain) et la question de la position même de l'animateur, dès lors qu'il est porteur d'un certain « message ».

C'est alors une question qui amène à s'interroger sur : qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui l'investissement des agriculteurs dans un groupe, la participation à telle ou telle activité, dès lors qu'il ne s'agit pas simplement de venir s'informer, ne va pas de soi.

L'émergence de la question de la mobilisation s'inscrit dans une évolution du développement agricole et des métiers de l'agriculture.

Bref rappel de l'histoire des groupes → les défis du travail de groupe aujourd'hui et les questions que cela pose. A quelle échelle mobiliser ? Qui inviter ? A partir de quels objets, objectifs ? Comment s'y prendre concrètement ?

Le groupe n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour savoir quoi faire et comment faire

Les évolutions/changements de pratiques qu'appelle le renforcement d'une agriculture qui réponde aux enjeux de qualité de l'eau et plus largement aux enjeux environnementaux et sociétaux actuels portés à la fois par des pouvoirs publics (projet agroécologique présenté en 2012 porté par le Ministère de l'agriculture) et par des citoyens, ne vont pas de soi et ne peuvent être considérées, du côté des agriculteurs, comme une simple histoire de bonne volonté ou de dynamisme individuel.

Elles renvoient à un processus complexe et incertain de redéfinition des règles d'action.

- Complexe tout d'abord car les changements attendus touchent toujours à plusieurs dimensions du fonctionnement de l'exploitation (exemples)
- Incertain car on ne sait pas à l'avance ce qu'il faut faire et comment le faire. Tout changement s'accompagne d'une perte de maîtrise, dans un premier temps. La mise au point de nouvelles pratiques maîtrisées relève d'une progression qui s'inscrit sur la durée, progression faite de tâtonnements, d'une succession d'essais, de réussites et échecs, de réajustements, etc.

Au final cela renvoie à un processus de formulation et de résolution de problèmes qui mobilise différents types de connaissances :

- les connaissances qu'on a déjà : de son exploitation, de son troupeau, de son sol et de la manière dont se comporte les cultures ou la pousse de l'herbe, etc. ;
- les connaissances et expériences d'autres agriculteurs ;
- les connaissances scientifiques et techniques de chercheurs et techniciens.

L'intérêt du groupe dans ce processus.

Si l'on écoute les agriculteurs qui en font partie (extraits agriculteurs du groupe BV Haut Couesnon), ils mettent en avant :

Exemples

On retiendra donc que le groupe joue un double rôle : sur le plan cognitif, un rôle d'apprentissage collectif, de ressource pour trouver des idées, partager des expériences, accéder à de l'expertise et donc d'aide à la décision, et sur le plan social de point d'appui pour prendre des risques, tout en limitant le risque de se voir marginalisé ou critiqué.

Complémentarité entre conseil individuel et conseil de groupe

Faut-il intervenir plutôt en individuel ou en collectif ? Qu'est-ce qui est le plus efficace ?

Conseil individuel et conseil de groupe : des fonctions complémentaires.

[Exemples tirés des entretiens menés lors de l'étude préalable](#)

[Exemples tirés du bilan et des activités relatés par les animateurs.](#)

[Autres exemples](#)

Enseignements : le contact individuel, indispensable pour connaître les agriculteurs, un préalable à la mobilisation collective.

Prendre en compte les dynamiques socio professionnelles locales

Qui inviter ? A quelle échelle ? A quoi inviter les agriculteurs pour que ça mobilise ?

Ce que veut dire *dynamiques socio professionnelles* et pourquoi leur prise en compte joue sur la mobilisation :

- l'interconnaissance et l'échelle : deux facteurs de mobilisation
- ancrer le travail dans les objets de débats et les changements en cours sur le territoire

Segmentation professionnelle et hétérogénéité des agriculteurs, des processus en cours qui complexifient la question de la mobilisation des agriculteurs.

De quoi parle-t-on et comment cela se traduit sur les deux BV ? → [Résultats de la pré-étude](#)

Comment faire avec ?

Inviter, contacter, réunir : quelques enseignements méthodo

Les enjeux : clarté des buts qu'on poursuit (à quoi ça va servir), identification des intervenants (qui invite/ dimension institutionnelle), échelle et lieux, etc.

Comment faire ?

[Exemples](#)

Accompagner le changement de pratiques en groupe, questions de méthode

Introduction :

Aider les agriculteurs à formuler des problèmes traitables et à trouver des solutions qui conviennent. Des résultats à partir des réunions avec les groupes d'agriculteurs sur les deux BV et des acquis méthodo d'autres expériences d'appui au changement de pratiques.

Problèmes traitables versus thèmes : formuler précisément les questions à traiter pour aider les agriculteurs à s'engager dans la réflexion et constituer des groupes finalisés

« *Un problème bien posé est à moitié résolu* » ; c'est quoi la différence entre problèmes traitables et thème. [Exemples](#)

Pourquoi l'engagement vers le changement passe par la formulation d'un *problème traitable* dans lequel l'agriculteur « s'y retrouve ».

Conduire une réunion de formulation de problèmes, la posture et les outils méthodo de l'animateur

[Comment cela s'est traduit concrètement : exemples sur les deux BV](#)

Aide à la réflexion pour élaborer avec les agriculteurs des réponses aux problèmes formulés, adaptés à leurs situations et conditions de travail

Pour l'animateur, de quoi s'agit-il ? Elargir le champ des solutions possibles, prendre en compte les situations et conditions de travail de l'agriculteur, mobiliser les connaissances extérieures, etc.

Comment faire ? Eléments de méthode

[Exemples : R1 sur les deux BV](#)

Dimension technique et dimension économique : deux versants indissociables du changement de pratiques (ou un chapitre à part)

La valorisation des pratiques respectueuses de la qualité de l'eau : une question incontournable.

[Exemples](#)

Articuler apport d'informations et de connaissances expert, et aide à la réflexion

Connaissance scientifique et connaissance pratique : des formes de connaissances et des finalités différentes.

Pourquoi la mobilisation de connaissances scientifiques et techniques dans le cours d'un raisonnement pratique, si elle est utile pour avancer, ne va pas de soi.

Comment s'y prendre ?

[Exemples : réunions 3 sur les deux BV](#)

Gérer la diversité / hétérogénéité des agriculteurs, des modes de production

// en lien avec ce qu'on observe (éclatement du monde agricole, tensions entre différentes façons de voir le métier, clivages idéologiques, multi appartenances ...) [Cf. chap. précédent](#)

Comment cela s'est traduit dans les réunions ([exemples](#))

Les difficultés et comment faire avec : quelques pistes

Retour sur la posture et les outils méthodo (compatibilité entre différentes missions /activités de l'animateur BV, intégration de l'animation de groupe dans ses missions) : ce que les animateurs en retiennent (extraits du bilan) (A articuler avec chap. 1)

Annexe 10 : Exemple de compte-rendu à l'issue de l'étape 4 du dispositif « Toutes Différentes, Toutes intéressantes »

Vendredi 5 Mai

1ère CGEA

LEGTA de CAULNES – AGROCAMPUS – CHAMBRE D'AGRICULTURE 22.

« Toutes différentes, toutes intéressantes »

Séance3 : Groupe de développement agricole

Les élèves : Romain – Clément – Antoine – Léa – Josselin – Juliette – Yohann

Animatrice : Marion Diaz

Enseignants présents : Rémi Goupil – Erwan Bariou

Synthèse détaillée : Problèmes rencontrés dans les fermes et état des lieux des solutions envisagés par les agriculteurs rencontrés

Comment gérer le temps de travail, la charge ?

En cas de départ en retraite, comment remplacer la personne qui s'en va ?

- Trouver le « bon » Associé : « on veut quelqu'un qui prenne des responsabilités, qui soit autonome : le but est de partager les responsabilités. »
- Salarié : « il cherche un salarié. C'est moins d'histoire pour s'entendre sur les achats » mais attention : il faut qu'il soit polyvalent et autonome !
- ETA (délégation des cultures par ex.)
- Robot :
 - DEBAT entre salarié et robot : un robot ne fait que traire, un salarié peut faire autre chose !
 - Il faut prendre le temps de choisir : « faut faire des devis, et ça dépend des objectifs de résultats (plus de production / qualité du lait...). Faut faire des visites d'exploitations qui ont mis un robot, il faut voir les chiffres après robot : les marques proposent des installations particulières selon les bâtiments... Karine (?) par exemple, elle voulait un robot au plus près du bureau (?) Lely ils voulaient le lui mettre le robot à l'autre bout du bâtiment et Delaval ils le lui mettaient là où elle le voulait, du coup, elle a pris Delaval (?). »

Comment gérer la surcharge de travail ?

- Apprentis, stagiaires
- Pour les pics de travail : développer l'entraide
- Robot
- Monotraite : si tout le temps, cela suppose d'avoir une race adaptée (jersiaises...), de revoir complètement l'organisation du travail, voire la valorisation des produits. Mais possible aussi seulement le dimanche pour limiter l'astreinte.

Comment mieux organiser son W ? : communiquer, se coordonner avec les autres actifs de la ferme une à plusieurs fois par jour !

- Café du matin
- Pendant la traite du soir
- Le midi

Comment maintenir mon revenu en période de prix bas ?

Comment mieux valoriser mes produits ?

- Renégocier avec les laiteries :
 - Aller manifester
 - S'investir dans les OP
 - Se grouper pour vendre du lait aux industriels : « *Son lait est ramassé par Biolait, c'est intéressant, c'est un groupe d'agriculteur qui maîtrise le prix. Il a un bon revenu je pense.* »
- Agriculture biologique ? : mais
 - Est-ce que les prix vont se maintenir ? : « *y'en a beaucoup qui passent en bio, mais le prix il va pas rester comme ça, c'est sûr ! Tout le monde le dit, même les bios ! Ça fera comme pour le porc !* »
 - Il faut être pointu techniquement (méteil : pb de récolte, gestion de l'herbe et de l'équilibre de la ration, comment les vaches vont réagir)
 - 2-3 ans de conversion sans valoriser en bio, il faut être déjà solide financièrement avant de se lancer !
- Vente directe
- Transformation à la ferme des produits : faire attention au choix de la race (ex : jersiaises pour le taux de matière grasse), attention aux investissements dans le labo de transfo, et à la réglementation
- Transformation collective : mise en place d'un outil collectif de collecte et de transformation du lait maîtrisé par les agriculteurs : ex. de laiterie de Trémorel (Laitik), mais demande du temps pour la mise en place de l'outils (et en attendant, prix très bas)

Diversifier ses activités :

- vendre des services ETA,
- produire du bois

Comment baisser les charges ?

- Baisse du coût alimentaire
 - Mieux valoriser l'herbe, voire augmenter les surfaces en herbe et baisser les surfaces en maïs ? → baisser les achats d'aliments (soja)
 - Méteil : produire son concentré à la ferme ?
- moins de passage de tracteur (semis direct, techniques sans labour)
- Baisser le recours aux produits phyto sur culture : bien gérer, drones pas toujours très pertinent (parfois il nous pousserait à traiter plus) ...
- Récupérer l'eau : mettre en place des dispositifs de recyclage dans les bâtiments (*reprendre paperboard pour précisions*)

Comment s'adapter au contexte réglementaire ?

- Épandage lisier le week-end
- Algues vertes sur la côte (pas possible d'épandre du lisier)

Comment limiter l'érosion ?

- Couverts (possible de les valoriser)
- Haies talus
- W sol perpendiculaire à la pente
- Techniques Sans labour pour :
 - Limiter les passages dans les champs
 - Limiter conso gasoil- Limiter usure des pièces - Limiter tassement - Gagner du temps de travail.
 - Couverture permanente des sols

Des problèmes abordés mais peu développés (et oubliés dans la synthèse à chaud) :

- Comment améliorer la qualité sanitaire du lait et notamment le taux de leucocytes ?
 - Modifier les bâtiments : passer d'aire paillée en logettes
- Comment gérer la grippe en élevage porcin ? Quelles conséquences ?

Choix de deux solutions et approfondissement de la réflexion

Comment mieux gérer les pics de travaux par l'entraide entre voisins ?

En noir : Echelle de l'exploitation agricole

En vert : Echelle du territoire

En rouge : les points négatifs ou les points d'attention

En marron : les points qui restent à approfondir

Pourquoi développer l'entraide ? Quel intérêt de l'entraide sur l'exploitation :

- Gérer collectivement les pics de travail (ensilage, semis, (moissons), ramassage de bottes) : mutualiser ponctuellement la main d'œuvre
 - Mutualisation des troupeaux : SCL Société civile laitière = Troupeau en commun, mais chacun gère ses cultures. Cela permet de mutualiser traite, des soins aux animaux, ce qui peut être intéressant pour la répartition du travail
- Intérêt économique par rapport à l'ETA.
 - Disponibilité – arrangement.
 - Gratuité mais possibilité de valorisation du temps passé supplémentaire chez les autres (comptabilité de temps = banque de temps)
 - Baisse du coût matériels : achats en commun, gestion de matériels en commun
- Création de lien – agrandir son cercle social.
- Mutualiser en cas de coups durs : blessure – maladies... : ne pas rester isoler, oser demander de l'aide !
- Mutualiser un salarié pour remplacer (=service remplacement).

MAIS : on n'a pas le temps pour rendre, on a déjà du mal à gérer le travail chez nous. (Lié à l'agrandissement).

Imaginons que l'on décide de développer l'entraide sur le territoire : Quelles conséquences ?

- Fonctionner localement comme un groupe de développement agricole.
 - Apprendre – s'améliorer – pêcher des idées – comparer des systèmes.
 - Parler de ses problèmes – Dialoguer – ne pas s'enfermer.
 - Mutualiser des solutions.
 - Ex de groupes de développement : Atout lait, groupe de la Chambre d'agriculture du le Mené, autour de Caulnes, CETA, GEDA...
- Moins de concurrence, de pression sur le foncier : peut rendre plus facile les échanges parcellaire et l'accès au foncier (concurrence s'exprime à travers : comparaison des rendements – du matériel – date de semis – taille des fermes...)
- Approche collective plus facile pour négocier ensemble face aux collectivités, par ex pour un nouvel aménagement.
- Si les agriculteurs renforcent leurs liens localement, ils peuvent peut-être aussi renforcer le poids des agriculteurs sur les industries
 - Reprendre la maîtrise décisionnelle.
 - Cultiver l'esprit d'expérimentation

MAIS :

- Peut-être plus de regards les uns chez les autres → plus de pressions sociales, de critiques ?
- Peut-être moins d’emploi dans les ETA si on développe à nouveau l’entraide ?

Comment augmenter les surfaces en herbe pour baisser les charges

Sur une ferme (ex. de la ferme du lycée)

- **Cultures : EXPERIMENTER progressivement**
 - baisse maïs (progressive) → moins d’utilisation de produits phyto et d’amonitrates, baisse semence maïs
 - Arrêt des cultures de vente (blé par ex.)
 - Augmentation herbe : dans quelle proportion, comment la gérer (pâturage / récolte) ?
 - Protéine Pois féverole en remplacement du maïs sur l’exploitation
 - avec recherche innovation – équivalence soja !
 - Betterave fourragère pâturée (- de travail : dérobee)
- **Troupeau**
 - baisse de production ?
 - il y aura un temps d’adaptation avec une baisse de la productivité par vache : maïs est-ce ponctuel ?
 - Observation : est-ce que ça remonte après ?
 - Baisse de quantité de production MAIS qualité + ? Est-ce que ça compense au niveau économique ?

→ **Nécessité de recherche des références (Voisins, INRA)**

- **Parcellaire :** pour développer l’herbe pâturé, nécessité d’un parcellaire groupé autour du siège d’exploitation. Sinon, nécessité d’apporter le fourrage.

- **Ebauche d’analyse technico-économique.**

Achat	Recettes
Economie	
Baisse soja Augmentation herbe (semences ??, engrais ?? mécanisation ??) Baisse semence maïs Baisse semence Blé Baisse phyto Baisse engrais Quelles autres évolutions dans les achats ?	Baisse quantité lait ? Augmentation Qualité (MG – Protéine) ? Quelles évolutions possibles dans les recettes ?
Est ce qu'on gagne ?	

- **Temps de travail**
 - Ensilage (- d’entraide)
 - baisse temps sur cultures et notamment maïs (traitement – épandage)

MAIS : attention au temps sur Herbe récoltée : nécessaire si parcellaire éclaté !!

- Affouragement vert : quel temps ?
- Foin : + longs que l’ensilage
- Retour à l’entraide.
- Dépendance météo plus forte

Imaginons que l'on décide de développer les surfaces en herbe sur le territoire : Quelles conséquences ?

- Paysage avec moins de maïs, plus de vache pâture dans les prés : ça va plaire aux riverains de la ferme !
- -Moins de pollution (et donc moins de conflits avec les riverains) ?
- Retisser des liens avec les populations
- Diminution du nombre de sanglier ?

Annexe 11 : articles de presse sur la restitution des élèves dans le cadre du dispositif « Toutes Différentes, Toutes intéressantes »

Ouest France, 10 mars 2017

Quand l'agriculture s'invite sur les bancs de l'école

Publié le 10/03/2017 à 02:18

Écouter



Facebook

Twitter

Google+

Print

Lire le Journal numérique

Charles DROUILLY.

À l'initiative d'Agrocampus Ouest, des jeunes de la Maison familiale rurale fougèraise ont planché sur la diversité des exploitations agricoles. L'occasion d'un regard neuf sur une filière en crise.

L'initiative

Se former aux métiers de l'agriculture, ce n'est pas seulement apprendre des gestes techniques. Aujourd'hui, alors qu'une partie de la filière traverse une période de crise, l'enjeu principal, pour ceux qui suivent cette voie, est d'être en mesure de prendre du recul.

« Or, pour cela, il faut s'interroger sur le métier. Et le constat que nous avons fait, c'est que les élèves avaient des difficultés à le faire », avance Marion Diaz, ingénieure de recherche chez Agrocampus Ouest.

Trente-trois élèves impliqués dans le projet

Pour les initier à la réflexion, l'établissement s'est associé à la Maison familiale rurale (MFR) de Fougères, à travers un projet pédagogique inédit.

Depuis le mois de novembre, 33 élèves, âgés entre 17 et 18 ans, participent au projet. En groupe, ces derniers ont planché sur des thématiques particulières : les façons de réduire la pénibilité au travail, la recherche d'un équilibre financier au sein d'une exploitation, comment promouvoir l'installation de nouveaux agriculteurs, comment maîtriser ses coûts...

Pour cela, les agriculteurs en herbe ont été à la rencontre de professionnels. Ils ont également abondamment exposé différents points de vue au fil des semaines. « La moyenne d'âge des agriculteurs qui s'installent en Ille-et-Vilaine est de 29 ans. C'est important pour nos élèves de commencer dès maintenant à réfléchir à ce qui les attend et comment bien s'y

Ouest France, 23 mai 2017

Caulnes. Chercheurs et lycéens travaillent main dans la main

Modifié le 23/05/2017 à 06:30 | Publié le 23/05/2017 à 06:30

Écouter



Facebook

Twitter

Google+

1 1

1

Lire le Journal
numérique

Deux chercheurs en agronomie de Rennes ont planché avec les élèves du lycée agricole de Caulnes (Côtes-d'Armor). Les jeunes de 1re ont aidé les chercheurs à conforter leurs hypothèses dans le domaine de la diversité des structures agricoles. Un échange de bon procédé qui apporte un apprentissage ludique pour les lycéens, et des éléments de réponse pour les chercheurs.

L'école d'ingénieurs en agronomie à Rennes (Agrocampus) a un projet de recherche sur les bassins-versants de la Haute Rance et du Couesnon (près de Fougères, Ille-et-Vilaine). Cette école fait de la recherche et apporte un appui pédagogique aux lycées agricoles.

Deux chercheurs, Marion Diaz et François Guerrier, pour leur volet « valorisation de la recherche », ont proposé un partenariat avec le lycée agricole.

« Les élèves se posent peu de questions. Là, ils sont mis en situation de recherche pour comprendre l'évolution des pratiques agricoles sur le territoire », explique leur enseignant, Erwan Bariou.

« On se nourrit les uns des autres »

Les deux chercheurs ont imaginé un dispositif de travail qui valide leurs recherches et répond aussi aux attentes des enseignants. Ils ont donc invité les élèves à regarder la diversité qui existe sur un territoire.

« Il s'agit de comprendre pourquoi il existe des diversités sur un territoire », précise Marion Diaz. « Comprendre la diversité permet d'accepter la différence », ajoute François Guerrier.

Les élèves et les chercheurs ont travaillé ensemble, pendant cinq séances, avec pour fil conducteur, le questionnement.

Annexe 12 : Liste des actions de valorisation des résultats du projet

Démarche de prospective participative et scénarios

- M. Diaz : Intervention à la table-ronde du colloque « Innover en agroécologie pour des systèmes résilients qui préservent la ressource en eau » organisé par le réseau « eau » de l'enseignement agricole, Arras 27 nov. 2015
- M. Diaz : Interventions au Forum agricole « Terre d'Innovations » organisé par la MFR de Fougères et la Chambre d'Agriculture (décembre 2015 et décembre 2016)
- Intervention de M. Diaz et C. Ruault aux Carrefours de l'Eau, 26 janvier 2017
- Présentation remobilisée lors de l'Atelier méthodologique n° 5 (3 mars 2017) pour les animateurs partenaires du projet
- Intervention de Marion Diaz prévue le 27 juin 2017 dans le cadre du Projet de Territoire Eau – Commission Agriculture du BV du Couesnon (reportée en septembre 2017)

Mutations agricoles

- Marion Diaz est intervenue auprès des élèves ingénieurs d'Agrocampus Ouest en 2016 et 2017 dans le cadre du module « Changement technique et social en Agriculture » : présentation du projet de prospective participative et de la démarche de recherche-intervention (8h de cours)
- Intervention à la journée d'étude du GERDAL le 4 mai 2017

Valorisation des enseignements méthodologiques

Tout au long du projet dans le cadre des ateliers méthodologiques avec les animateurs agricoles de BV (5 journées)

Capitalisation sur le dispositif pédagogique « Toutes Différentes Toutes intéressantes » (TDTI)

- Marion Diaz et François Guerrier ont présenté le dispositif pédagogique TDTI en introduction de la restitution du travail des élèves de la MFR de Fougères, 9 mars 2017 (Public : enseignants et élèves de la MFR de Fougères, acteurs du territoire, agriculteurs)
- Marion Diaz a présenté le dispositif TDTI lors de la journée « *Construire une réflexion multi-acteurs pour agir ensemble sur la qualité de l'eau* » organisée par l'UBO et Agrocampus Ouest, 18 mai 2017
- JF. Olivier et F. Guerrier ont présenté le travail réalisé à la MFR de Fougères dans le cadre d'une journée de rassemblement des enseignants sur l'agroécologie sur la région Bretagne (mars 2017)

Annexe 13 : Liste des livrables (juin 2017)

Capitalisation sur la démarche de prospective participative

Public visé : coordinateurs de BV, animateurs agricoles de BV, chercheurs

- un **diaporama** de présentation de la démarche GERDAL de prospective pour l'action (présenté au Carrefour de l'eau et complété)
- un **rapport** sur les trois scénarios produits (à compléter)

Capitalisation sur les mutations agricoles

Public visé : animateurs agricoles de BV et chercheurs

- un **diaporama** : Diaz M., Ruault C., Evolutions des logiques d'activité des agriculteurs et des dynamiques socio-professionnelles dans deux bassins versants bretons, intervention à l'AG du GERDAL (4 mai 2017)
- un **article** sur les mutations agricoles (en cours)

Capitalisation méthodologique

Public visé : animateurs agricoles de BV

- Un **rapport** de capitalisation méthodologique autour des questions posés par les animateurs agricoles de BV (en cours)
- Une **formation** pour les animateurs (Chambre d'agriculture + collectivités) envisagée

Capitalisation sur le dispositif pédagogique « Toutes Différentes Toutes intéressantes » (TDTI)

Public visé : enseignants et équipes éducatives de lycée agricole :

- Un **article** soumis dans la revue POUR : Diaz M., Guerrier F. (2017), *Toutes Différentes, Toutes Intéressantes : comment apprendre de la diversité des exploitations agricoles*, revue POUR (à paraître, POUR n° 230)
- Des contributions sur site internet de mise en commun des innovations pédagogiques à partir de l'expérimentation à la MFR de Fougères :
 - **Article** court : <http://pollen.chlorofil.fr/toutes-differentes-toutes-interessantes-apprendre-de-la-diversite-dans-une-dynamique-de-recherche-action/>
 - **Article** long + **vidéo** : <http://pollen.chlorofil.fr/toutes-les-innovations/monparam/695/>
- Un **diaporama** de présentation du dispositif
- 1 **Vidéo sur le témoignage du lycée de Caulnes** (réalisées, à mettre en ligne) + 1 **vidéo sur la démarche globale** (en cours de réalisation)
- Réflexion sur l'organisation d'une **formation** avec les enseignants intéressés en Bretagne